

Mouvement de la Paix - 139 avenue V. HUGO - F - 93400 ST-OUEN –
T : 33 1 40 12 09 12 - F : 33 1 40 11 57 87

Email : - Web :

SHALOM – SALAM

***Délégation du Mouvement de la Paix en Israël et Palestine
21 au 25 mars 2002***



Photos : Jérôme PANCONI

ISRAEL / PALESTINE :

UNE «PREMIÈRE» POUR LA PAIX

Une délégation de 28 pacifistes français rencontre pendant trois jours militants israéliens et palestiniens pour la paix

(par Daniel Durand)

C'est une «première» par l'ampleur de la délégation et la volonté de dialoguer avec les deux parties qu'a réalisé une délégation de vingt-huit pacifistes français, venus de Bretagne, d'Ile-de-France, du Jura, du Languedoc-Roussillon, de PACA, des Pays-de-Loire, de Rhône-Alpes.

Pendant trois jours, ils sont venus soutenir et dialoguer avec le «camp de la paix» en Israël et Palestine.

- Dans la même journée du 23 mars, ils ont rencontré l'ancien recteur de l'Université palestinienne de Bir Zeit, Gabi Baramki, président du Conseil Palestinien pour la Justice et la Paix, signataire avec d'autres personnalités de l'Appel de la Coalition israélo-palestinienne pour la paix ; puis le même soir, les « 28 » ont participé avec plusieurs centaines d'israéliens au rassemblement organisé par Peace Now (« La paix Maintenant ») devant le domicile d'Ariel Sharon à Jerusalem..

« *Sortons des territoires maintenant, revenons en nous-mêmes* » - « *arrêtons le bain de sang* » - « *Palestine – Israël, un territoire, deux peuples, deux états* », étaient les principaux slogans entendus. La télévision israélienne a retransmis des images de la banderole : « *Shalom – Salam – Peace, Mouvement de la Paix France* ». Daniel Durand, secrétaire national du Mouvement de la Paix a été interviewé par la radio nationale israélienne, dans l'émission en langue française.

- Le lundi 25 mars, la délégation a eu une importante réunion de travail à Jérusalem avec Noam Hoffstetter et Dan Bitan, dirigeants de Shalom Arshav (Peace Now) qui ont expliqué leurs analyses de la situation, leurs initiatives et celles développées à Jérusalem avec la « Coalition populaire israélo-palestinienne pour la paix », sous l'impulsion notamment de Yossi Belim et Sari Nusseibeh.

Une grande chaîne humaine pour la paix est projetée en juin, sur la « ligne verte » de la frontière de 1967. La délégation a multiplié les rencontres tant d'ONGs israéliennes et palestiniennes que de personnalités comme Mgr Sabbag, patriarche latin de Jérusalem ou M. Denis Pietton, Consul général de France. Les français ont été très choqués par la visite du camp de réfugiés Amari à Ramallah, dont plusieurs

logements ont été détruits et le club de jeunes saccagés par l'armée israélienne.

- Lors de la réception de la délégation française, dimanche soir 24 mars, par le Président de l'Autorité Palestinienne, M. Yasser Arafat, Daniel Durand a réaffirmé le soutien du Mouvement de la Paix à la légitimité internationale de l'Autorité palestinienne, seule représentante reconnue du peuple palestinien.

Il a rappelé la condamnation sévère de l'opinion publique française à la politique meurtrière et sans issue du gouvernement Sharon.

Devant la gravité de la situation, le Mouvement de la paix entend poursuivre résolument son action auprès de la France et de l'Union Européenne pour hâter la mise sur pied d'une force de paix internationale, garantissant la protection des populations. Daniel Durand a également rappelé sa condamnation, tant humaine que politique, de tout attentat contre des civils en Israël ou ailleurs, condamnation partagée par le Président du CPJP, Gabi Baramki.

De ces quatre jours intenses, la délégation initiée par le Mouvement de la Paix, revient avec la conviction renforcée que le dialogue entre forces de paix tant du côté israélien que palestinien peut encore se développer, se renforcer et triompher des questions les plus difficiles comme celles de l'évacuation des colonies, de l'administration partagée de Jérusalem, du statut futur des réfugiés palestiniens en quête de dignité et de citoyenneté.

ISRAEL-PALESTINE :

Après une délégation en Israël et en Palestine, 28 pacifistes français disent avec le Mouvement de la Paix, l'urgence d'une paix possible malgré les violences extrêmes

(par Daniel Durand et Roland Nivet)

A l'initiative du Mouvement de la paix , une délégation représentative de la société civile française s'est rendue en Israël et Palestine du 21 au 25 Mars 2002 . Elle était composée de 28 personnes et conduite par 3 secrétaires nationaux du Mouvement de la Paix (Daniel DURAND , Roland NIVET , Micheline GUILHAUMON)

A) UN CONTEXTE MARQUE PAR DES IMAGES FORTES DE VIOLENCE ET DES INITIATIVES DE DIALOGUES PEU VALORISEES

Les opinions publiques et les médias hypersensibles aux images de guerre , d'attentats , de violences ignorent trop souvent les efforts de dialogue dans les deux camps de ce conflit . Ainsi la constitution d'une " coalition israélo- palestinienne pour la paix " suite à l'appel lancé depuis juillet 2001 par des personnalités de Palestine et d'Israël n'a pas été médiatisée comme elle aurait du l'être.

B) UN OBJECTIF : COMPRENDRE ET MESURER LE CONTENU ET L'IMPACT DE LA COALITION ISRAELO-PALESTINIENNE POUR LA PAIX ET PLUS LARGEMENT DU CAMP DE LA PAIX EN ISRAEL ET EN PALESTINE

L'objectif de cette délégation était de voir si les appels israélo- palestinien pour la paix qui ont été lancés par différentes personnalités des deux cotés ainsi que par la coalition et qui sont soutenus par différents groupes , associations , partis politiques correspondent à une réalité ou si cette coalition correspond

- à un brouillage , un leurre , lancés par les deux camps
ou

- l'amorce d'initiatives majeures et pragmatiques pour aller vers la Paix.

Il s'agissait pour la délégation de voir si , malgré les violences extrêmes de ces derniers jours (occupation des territoires par l'armée israélienne , destruction des camps mais aussi les attentats suicides commis par des palestiniens et victimes civiles innocentes des deux cotés) des initiatives de paix pouvaient être prises pour trouver une issue à cette guerre .

C – METHODES : ALLER SUR PLACE AVEC UNE DELEGATION REPRESENTATIVE DE LA SOCIETE CIVILE FRANCAISE

C'est la troisième délégation du Mouvement de la Paix en un an.

C1 - aller sur place

Comme dans d'autres conflits il a été nécessaire d'aller sur place , des deux cotés pour mieux appréhender la situation , mieux comprendre , mieux apprécier l'état des opinions publiques et le positionnement politique des différents acteurs (politiques , idéologiques., religieux , diplomatiques)

Tout cela pour mieux déceler les perspectives de paix possibles ainsi que les blocages , les verrous , les tabous à faire sauter (ou insurmontables) pour aller vers la paix .

C2 - une délégation représentative de la société civile

- délégation de 28 personnes de différentes régions de France (Bretagne , Pays de Loire , Aquitaine , PACA , Midi –Pyrénées , Centre , région parisienne etc)

- adhérents et non adhérents au Mouvement de la Paix

- professionnellement divers (journalistes , photographes , chercheurs , enseignants , postiers , professions libérales ..

- de différents courants idéologiques et religieux (catholiques , juifs , de culture musulmane , athées)

- d'associations et organisations différentes différentes (Mouvement de la Paix , MRAP , CGT , FSU, PCF, associations culturelles locales , citoyens sans engagement)

C3 – des visites variées et des témoignages recueillis des deux cotés

-visites de camps et de villes palestiniennes

-ong palestiniennes et israéliennes

- contacts directs avec les sociétés civiles

- participation à un rassemblement de Peace

NOW à Jerusalem devant le domicile de SHARON

- rencontres représentants de la France à Jérusalem

- rencontres personnalités politiques et religieuses dont Gabi BARAMKI ancien président de l'Université de Bir Zeit , président du " Conseil palestinien pour la justice et la paix " et signataire de l'appel de la coalition israélo palestinienne pour la Paix ,Yasser ARAFAT, la chanteuse SAPHO présente au rassemblement , Dan BITAN dirigeant en Israel de Shalom Arshav (Peace NOW) qui a récemment rassemblé 15 000 personnes pour la paix dans les rues de Tel Aviv

D- RESULTATS : LA PAIX EST POSSIBLE , NECESSAIRE , MALGRE , LES VIOLENCES EXTREMES ET LES HAINES RENFORCEES

Des deux cotés , un travail de fond est entrepris par des intellectuels et des politiques qui ont commencé à écrire et à poser les fondements conceptuels qui devraient permettre d'engager un processus de paix avec un travail politique dans les opinions publiques. Ces fondements sont posés de manière différentes , avec des histoires , des approches et des principes différents , avec des écritures , des formulations qui tiennent compte de l'histoire et de la culture de chaque peuple mais avec aussi des formulations communes , des initiatives communes (telle une rencontre hebdomadaire de la coalition à Jerusalem dans un hotel avec la production de documents) qui montrent que des convergences jamais aussi clairement explicitées se font jour sur des points essentiels

- Deux peuples , deux Etats , une capitale Jerusalem
- Fin de l'occupation des territoires palestiniens occupés
- Mise en place d'une force de paix internationale
- Evacuation des colonies
- Statuts des réfugiés

E - URGENCE D'UNE SOLUTION POLITIQUE

En effet , ce qui est dit ci dessus n'est pas contradictoire avec la possibilité que la situation bascule du jour au lendemain dans un cycle de violences renforcées

L'important nous semble t'il , c'est que nous avons décelé qu'au delà des positions de principe qui sont et seront réaffirmées les initiatives prises par les sociétés civiles nous semblent fortes et crédibles car marquées du sceau du pragmatisme et portées par des volontés de " paix " qui si elles s'inscrivent dans des logiques différentes (volonté de paix et de dialogue pour construire une paix juste et durable , mais aussi haines renforcées qui accompagnent des volontés de rejet et de purification ethnique) n'en expriment pas moins le ras le bol des opinions publiques .

Il y a urgence à agir avant la catastrophe !

Dans ce contexte les opinions publiques en France et en Europe doivent agir pour :

- 1) que la France , L'Union Européenne , l'ONU prennent des initiatives fortes qui accompagnent et confortent les possibilités de paix en permettant
 - la fin de l'occupation
 - la mise en place d'une force internationale de paix
 - la création de deux Etats
- 2) que s'expriment très forts les soutiens à la coalition israélo- palestinienne pour la Paix

F - UNE INITIATIVE A REUSSIR : UNE CHAINE HUMAINE SUR LES FRONTIERES DE 1967 EN JUIN 2002

Nous avons pris connaissance de l'initiative de la " *Coalition populaire israélo-palestinienne pour la Paix* " de faire une immense chaîne humaine en juin 2002 sur les frontières de 1967 pour soutenir la nécessité d'aller au plus vite vers deux Etats égaux en droits et devoirs et bénéficiant de frontières reconnues . Le Mouvement de la Paix et les délégués ont décidé de soutenir cette initiative et de contribuer à son succès

28 Mars 2002

Roland NIVET – Daniel DURAND,
secrétaires nationaux du Mouvement de la Paix

LES RENCONTRES

RENCONTRE AVEC LE CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN pour la JUSTICE et la PAIX à RAMALLAH - LE 23 MARS 2002

Extraits des Propos du Président Gabi Baramki (recueillis par Roland Claverie)

“ La situation est de en plus tendue: des explosions de violence surgissent à chaque approche d'une solution politique. Et chaque fois, Israël exige qu'Arafat y mette fin...

Notre ONG est clairement contre la tuerie des civils et des enfants, en Israël comme ailleurs: telle est notre position politique et humaniste, aussi valable vis à vis des attentats-suicides.

Ces derniers sont impossibles à contrôler. La réaction des individus que poussent au désespoir les actes sadiques commis par l'Armée d'Occupation à Ramallah comme à Bethléem diffère selon les personnes...

Face à ces situations, nous demandons une Force de Protection Internationale des populations civiles, sous le contrôle de l'ONU, conformément à la Convention de Genève, qui stipule que les populations des territoires occupés doivent être protégées...

Bien sûr, dans Ramallah occupée, des armes circulent dans la population; certaines provenant du marché noir avec des soldats israéliens. Mais la solution est politique et ne viendra qu'avec des Négociations et sans préalable...Quand?...Comment?...

Retour sur Oslo ... Il y eut un espoir réel et sincère en Palestine, notamment sur l'évacuation des territoires occupés, avec retour aux frontières de 1967.

Mais Israël n'a pas respecté cette clause. De plus, elle a continué à installer de nouvelles colonies. L'erreur de la délégation palestinienne a été de ne pas s'être rendu compte de sa duplicité. Ainsi, en 7 ans, les colons sont passés de 100.000 à 200.000.

Aux 'check-points', il ne s'agit pas de sécurité, mais de sadisme. Chaque jour, des centaines de palestiniens sont refoulés... or ils ne demandent qu'à se rendre dans des territoires palestiniens. Ce sont des femmes, des travailleurs, des étudiants. L'objectif visé ne peut être autre chose que de les humilier. A cet égard, nous sommes heureux de voir des français qui s'obstinent à franchir ces 'check-points' ...

Les occupations des territoires sont une violence permanente qui pousse le Peuple au désespoir. Et certains ne voient plus d'autre choix que l'attentat-suicide ou l'exil. Tout être humain est actuellement en danger.

Nous n'avons pas les moyens de communication et le monde ne s'intéresse à la réalité palestinienne que lorsqu'il y a massacre. Dès lors, le suicide devient une façon de s'... Mais bien sûr, ces attentats, que nous dénonçons, affaiblissent nos positions.



Illustration 1 Marei Abed el-Rahman, secrétaire général (à g.) et Gabi Barambi (à dr.), président du C.P.P.J

Ce que nous voulons:

'le Retour aux frontières de 1967

'l'Evacuation des territoires occupés 'le Droit au retour des Réfugiés

en un mot, l'application juridique du Droit International.

Le Droit au Retour

Israël a peur que ce retour ne conduise à son élimination. On voit bien sa tendance à toujours se présenter comme victime. Or, l'Etat d'Israël porte une responsabilité morale et légale vis à vis des des Réfugiés. Il faut une solution juste et pour les Israéliens, et pour les Palestiniens ...

500 villages détruits ... Ces réfugiés qui étaient 700.000 en 1947 sont, aujourd'hui, 4 millions 500 000 ... Des gens sans terre et dans des camps (ex: au Liban) comme emprisonnés ...

Plusieurs scénarii sont possibles

D'abord, tous les réfugiés n'auront pas envie de revenir, soit parce que leur maison aura été détruite, soit qu'ils aient fait leur vie ailleurs. **Pour eux, le Droit au Retour consiste bien plus à retrouver une Citoyenneté, une souveraineté Palestinienne ; en quelque sorte le 'Droit à un Passeport' ...**

= Ceux qui veulent rentrer en Israël - d'où ils ont été expulsés- accepteront de vivre sous l'autorité de l'Etat d'Israël. Les autres qui rentreraient, préféreront vivre dans l'Etat Palestinien.

= Un échange serait possible: les Israéliens des colonies retournent en Israël, et laissent la place aux réfugiés palestiniens (sachant que 25 à 30% seulement des logements de ces colonies sont

actuellement occupés!). Peut-être n'y aura-t-il pas plus de 500.000 réfugiés qui voudront rentrer. Pour beaucoup, ce qu'ils revendiquent, c'est plus le respect de leur identité que leur maison

= **Le principal est reconnaître la spoliation et demander pardon.** C'est 90 % du problème. Après on réglerait. L'exemple du document élaboré par des jeunes juifs de Belgique, adressé aux palestiniens, leur demandant publiquement pardon pour avoir spolié et humilié le peuple palestinien a été cité.

Le Racisme

Israël se dit Etat Démocratique. Pourtant, Israël est un Etat juif qui considère les arabes comme des citoyens de 2-ème zone.

Par contre, l'Etat Palestinien sera un Etat laïque: les juifs y seront des citoyens comme les autres. D'ailleurs, c'est bien en Occident que les juifs ont été persécutés et non sans les Pays Arabes ... La Paix est possible avec les Israéliens. Nous devons vivre ensemble -c'est le futur- avec deux peuples qui ont chacun leur identité: c'est la condition de la sécurité pour les israéliens. Seuls les islamistes extrémistes créés par les USA veulent la fin d'Israël, et pas l'OLP ni nos ONG.

Il est un dicton connu ici: ***'Israël ne veut pas qu'on le jette à la mer, et nous, on ne veut pas qu'Israël nous jette au désert.'***

Enfin, un vif encouragement au Mouvement de la Paix Français à aller à la rencontre des forces de Paix en Israël, qui représentent bien pour nous un levier pour avancer vers la Paix. Elles peuvent libérer l'opinion publique en Israël du lavage de cerveau qui lui est imposé .

Quant à l'opinion publique française - nous savons combien depuis le 11 septembre, l'assimilation arabe-terroriste pèse en Occident -dites-lui bien que la très grande majorité des Palestiniens veut la PAIX - qu'ils n'ont rien à voir avec les islamistes terroristes 'à la El Kaïda' ...

De plus, qu'elle se garde de se laisser prendre au piège visant à taxer d'anti-sémitisme la moindre critique à l'égard de la politique d'Israël.

Paris, le 4/4/02

RENCONTRE AVEC DAN BITAN ET NOAM HOFFSTETTER DE "LA PAIX MAINTENANT"

Noam Hoffstetter et Dan Bitan, dirigeants de Shalom Arshav (Peace Now) nous ont fait part de leurs analyses de la situation, leurs initiatives et celles

développées à Jérusalem avec la « coalition populaire israélo-palestinienne pour la Paix » sous l'impulsion notamment de Yossi Belim et Sari Musseibeh. Shalom Arshav est un mouvement sioniste, un mouvement national juif qui veut un Etat juif et un Etat palestinien dans la justice.

Sa création remonte à la rédaction par des officiers de réserve d'une lettre à Begin, après la visite de Sadate qui en résumé disait « on veut bien être militaire pour un Etat qui se défend mais pas pour un Etat qui occupe.

L'élite sioniste d'Israël attaché à l'existence d'un Etat juif constatait ainsi qu'il y avait un autre peuple qui lui aussi avait des droits.

L'idée était deux peuples : diviser le pays, accepter un Etat palestinien, rendre le Sinaï et faire la paix avec l'OLP sur la base des frontières de 1967.

Peace Now a été affaibli depuis l'intifada mais trouve un regain de soutien dans l'opinion publique qui sent confusément qu'il n'y a pas de solution dans la politique de force.

Ces derniers mois nous avons eu plus d'activités, nos rassemblements du samedi soir sont plus nombreux.



Illustration 2 Dan Bitan, responsable de "La Paix Maintenant"

Nous coopérons avec d'autres mouvements notamment la coalition pour élargir le mouvement, influencer l'opinion publique, faire reculer l'union derrière la politique de Sharon, faire grandir une réelle opposition à celle-ci.

Il y a un an l'opinion publique y compris à gauche, était sourde. Elle avait le sentiment que Yasser Arafat avait refusé les propositions de Ehud Barak, sans voir l'enchaînement de violences déclenché par la provocation de Sharon sur l'esplanade des mosquées. Une chose devient plus claire : l'enchaînement intifada/répression/terrorisme

« notre sang coule, le leur aussi »

Vaincre l'intifada par la force n'est pas une option viable.

La vie sociale et économique en Israël est très perturbée. Sharon avait promis la Paix, la sécurité, une bonne économie et il n'y a rien de tout ça. Il voulait un peu de sang mais il ne peut plus rien contrôler.

Quelques uns comprennent que dans la politique exagérée de Sharon il y a peut-être une stratégie de confrontation, l'intifada servant de prétexte à la non négociation.

La majorité de l'opinion (même à gauche) a la haine des palestiniens mais aujourd'hui elle peut être prête à la Paix, une paix de haine.

Nous essayons de jouer sur cet état d'esprit.

Beaucoup, même à droite, veulent d'abord la sécurité, y compris s'il faut revenir aux frontières de 1967.

C'est le sens de notre mot d'ordre, quittons les territoires, revenons en nous-mêmes (dans nos frontières et dans nos valeurs).

Nous avançons trois principes :

- création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967,
- non retour des réfugiés mais reconnaissance des responsabilités d'Israël dans ce problème,
- division de Jérusalem en deux capitales mais unité de gestion municipale.

Action du camp de la paix

- vers des personnalités palestiniennes,
- les rassemblements réguliers du samedi soir,
- des initiatives ponctuelles de propagande avec la coalition,
- vers les camps palestiniens de Jérusalem

Est pour faire connaître nos propositions, pour le refus du terrorisme....

Nous préparons avec la coalition israélo-palestinienne pour la Paix une initiative pour juin 2002, 35 ans après 1967. L'objectif est de réaliser une chaîne humaine sur la ligne verte (frontière de 1967). Des pacifistes de l'Union européenne (notamment italiens et de nombreuses ONG) sont déjà impliqués.

RENCONTRE avec les PACIFISTES ISRAÉLIENS de PEACE NOW

(compléments)

A.- PEACE NOW

Depuis 6 mois Peace Now regagne des forces dans l'opinion publique même si nous ne sommes pas très forts. Cependant, actuellement de plus en plus de personnes rejoignent nos activités. Toutefois prendre conscience qu'il n'y a pas de solution magique de force mais qu'il faut revenir aux solutions politiques de Paix nécessite un processus intellectuel qui peut être long. Or il y a urgence.

Nous travaillons à donner de la cohérence à des activités qui se sont développées de manière spontanées sans coordination afin que nous devenions dans ce pays une opposition réelle à la politique de Sharon. Nous voulons agrandir, élargir, coopérer avec tous les autres mouvements et essayer d'influencer plus l'opinion publique qui était dans l'uniformité depuis 18 mois. Nous pensons maintenant pouvoir expliquer une nouvelle optique pour développer le mouvement de la Paix qui, en Israël, n'est pas un mouvement avec des adhérents formels, mais un centre, un lieu d'initiatives permettant de mettre des individus et des réseaux en action autour d'objectifs concrets. L'objectif prioritaire est actuellement de diviser la coalition qui supporte Sharon.

L'activité de l'organisation s'exerce d'abord dans la rue : des manifestations sont organisées tous les samedis soir à Jérusalem, Tel Aviv et Haïfa. Elle n'a pas à proprement parler d'adhérents mais des secrétariats locaux qui travaillent avec des groupes de permanents. Les besoins financiers sont énormes car le coût de la propagande est très élevé.

La structure administrative de Peace Now est donc légère et nous nous efforçons d'avoir des slogans et des objectifs près de l'état de l'opinion publique de façon à avoir une écoute. Il y a d'autres groupes pacifistes qui ont des analyses sérieuses et élaborées mais ils sont très petits. Pour notre part nous pensons que l'efficacité nécessite de partir de l'état de l'opinion publique pour rassembler un plus grand nombre de personnes..

B.- SITUATION DE L'OPINION PUBLIQUE

Jusqu'à maintenant l'opinion publique était sourde, y compris à gauche. Ils avaient l'impression que Barak avait accepté des compromis et qu'au contraire Arafat a commencé l'intifada. En fait l'opinion publique était aveugle et n'a rien compris à la provocation de Sharon sur l'esplanade des Mosquées.

L'opinion publique ne voyait pas qu'il n'était pas juste d'accuser les Palestiniens. On était revenu à la situation des années 70 où le courant pour la Paix ne représentait pas plus de 10 à 15%. Mais avec le temps l'opinion publique évolue. De plus en plus de gens constatent que le sang continue à couler des

deux côtés et que si les actions militaires font de plus en plus de morts chez les Palestiniens, les attentats "kamikazes" continuent à provoquer la mort, la terreur et la peur dans l'opinion publique israélienne. Beaucoup comprennent qu'il n'y a pas de solution de force, qu'on ne peut plus continuer comme cela. La peur, gagne de plus en plus de monde, la vie économique est touchée. Tout en n'aimant pas les Palestiniens (en fait il faudrait mieux parler de haine) certaines parties de l'opinion publique commencent à comprendre que derrière la brutalité militaire de Sharon il y a aussi une politique et une stratégie pour empêcher les négociations permettant d'aller vers la Paix. ("On ne négocie pas sous le feu, donc continuons le feu et il n'y aura pas de négociations"). Ils comprennent peu à peu que Sharon a intérêt à ce que la violence et l'intifada se développent car de cette manière on ne négocie pas.

Cependant, entre le constat que la politique de Sharon ne nous mène nulle part et la compréhension politique de la situation il y a un écart important.

Ces derniers jours la gauche a commencé à revenir vers nous. Une partie de la classe politique à droite comme à gauche est prête à une Paix de séparation. ("quittons les territoires, revenons en nous-mêmes" au risque de devenir un état pas très démocratique).

A droite : il y a les ultra nationalistes qui veulent la Cisjordanie et les implantations religieuses et il y a dans la droite, ceux qui veulent la Paix sans les territoires (la séparation).

Dans ce qui s'appelle la gauche, il y a au moins le tiers, voire la moitié de la gauche qui n'a rien d'idéologique mais qui dit par instinct "pour Israël et sa survie, je suis prêt à leur donner les territoires"

Cependant dans ses principes d'action Peace Now est un peu plus à gauche maintenant, qu'il y a 5 ans, aussi,

1) nous acceptons le principe des frontières de 67. L'existence de deux états : un état palestinien et un état israélien.
2) Pour ce qui concerne le retour des réfugiés on peut reconnaître, pour une part, la responsabilité d'Israël dans la création du problème des réfugiés mais nous sommes contre le retour des réfugiés en Israël. Sauf cas exceptionnels, qui ne devraient pas excéder quelques dizaines de milliers, le droit au retour doit s'exercer dans l'état palestinien.

3) Pour ce qui concerne Jérusalem, la proposition de Clinton de division de Jérusalem est acceptable. Le principe de la partition de Jérusalem en deux capitales, tout en conservant l'unité municipale de la ville, est quasi admis par la gauche et la droite. Sur

cette base nous avons un accord avec le camp de la Paix palestinien.

C.- LA COALITION ISRAELO-PALESTINIENNE POUR LA PAIX

Peace Now nous indique qu'ils travaillent avec d'une part le conseil palestinien pour la justice et la Paix et d'autre part avec la coalition israélo-palestinienne pour la Paix.

Les activités de cette coalition se développent à Jérusalem et le Président de l'Université Al Qds de Jérusalem qui est le représentant de l'OLP à Jérusalem, en est l'un des principaux animateurs (Université Palestinienne à Jérusalem).

La coalition a 2 genres d'activités :

1) des activités idéologiques et intellectuelles entre les 2 camps de la Paix (israélien et palestinien) pour présenter aux 2 opinions publiques des plates-formes, des déclarations, des analyses.

2) People peace campaign

La campagne populaire pour la Paix est une idée du président de l'Université et représentant de l'OLP à Jérusalem. Il s'est exprimé en hébreux à une manifestation pacifiste en Israël en disant : "Nous, palestiniens, nous devons accepter qu'il n'y aura pas de retour des réfugiés en Israël". Il a dit cela une semaine avant que ARAFAT le nomme président de l'Unité et représentant de l'OLP à Jérusalem (Sari Hums, professeur et philosophe) Il a parlé à Tel Aviv dans les journaux, il a parlé dans la manif de Tel Aviv. Il a écrit lui-même en Hébreu : "Les colons en Israël, les réfugiés palestiniens ont le droit de retour dans "l'Etat de Palestine"". La droite est très en difficulté car il était le leader de la première intifada qui était politique et non militaire. Il dit "je suis contre le terrorisme". Il est dangereux pour la droite car il montre qu'il y a des Palestiniens, même proches d'ARAFAT qui déclarent pouvoir faire la Paix avec Israël en deux semaines. La droite israélienne ne sait toujours pas comment faire pour l'isoler

La coalition israélo-palestinienne pour la Paix a des locaux à Jérusalem où elle développe la Campagne populaire israélo-palestinienne pour la Paix

Nous travaillons ensemble 2 ou 3 fois par semaine, (projection de films, discussions, élaboration de documents, de livres). Nous préparons une grande activité pour juin car c'est 35 ans après 67, juin 2002.

Nous prévoyons d'organiser en juin 2002 une chaîne humaine israélo-palestinienne sur la ligne verte (c'est-à-dire, la frontière de 1967) à l'occasion du 35^{ème} anniversaire de la guerre des 6 jours.

En juin il faut être des milliers pour aider à ce que les deux peuples travaillent ensemble à une solution.

Comment les américains vont-ils se positionner par rapport à cette action, on verra.

D.- QUELQUES PRECISIONS SUR "LA PAIX MAINTENANT"(PEACE NOW)

Peace Now (la Paix Maintenant) est un mouvement se réclamant du sionisme c'est-à-dire du nationalisme juif. Il n'y a pas, selon eux, d'incompatibilité majeure entre le sionisme et le pacifisme. Défendre l'état israélien ne veut pas dire envahir les pays voisins.

Paix maintenant commence en 78 par une lettre d'officiers de réserve (80) disant à Beguin, après la visite de Sadate "OK faites la paix" "On veut participer à la défense d'un état qui veut la Paix avec l'Egypte et pas poursuivre la guerre."

En fait ce mouvement a été créé par l'élite sioniste patriotique de l'Etat d'Israël, c'est-à-dire ceux qui ont été en tant que militaires de beaucoup des guerres antérieures. Ils ont déclaré que les vrais intérêts d'Israël étaient de reconnaître que si les juifs ont le droit à l'Etat ici, le peuple palestinien a lui aussi droit à un état.

Sur ces bases ils ont estimé qu'il était nécessaire :
⇒ de diviser cet état puisque c'est ce que nous avons proposé en 1948 et que les palestiniens avaient alors refusé.

⇒ de rendre le Sinaï.

Si vous ne faites pas cela, ont-ils dit, nous ne ferons plus le service militaire car nous ne voulons pas servir une mauvaise cause.

Quand les Palestiniens lors de la création de l'Autorité Palestinienne, ont accepté, le 15 novembre 1998, le principe du partage en deux états ; alors le mouvement Peace Now a réaffirmé très fort qu'il fallait la Paix avec l'Autorité Palestinienne en revenant aux frontières de 1967 comme principe de départ pour les négociations.

E.- QUELQUES PRECISIONS SUR LE SIONISME VU PAR PEACE NOW

Dans Sionisme : il y a différentes branches, le sionisme va de l'extrême droite et l'extrême gauche.

On peut être sioniste et être très à gauche. Peace Now assimile le sionisme aux autres Mouvements Nationalistes ayant marqué le 20 siècle. Le sionisme fait partie, selon eux, du Mouvement

National Juif qui veut un état juif ici, ce qui implique selon Peace Now de reconnaître le droit des Palestiniens à avoir aussi un état.

Pour Peace Now peut-être que dans 50 ans il y aura une Fédération compte tenu en particulier de la nécessité des échanges économiques.

Pour Peace Now la création de 2 états est la meilleure manière de régler le problème des réfugiés car dans ce cas le retour des réfugiés pourra se faire en Palestine.

F. – DISCUSSION ET QUELQUES OBSERVATIONS

Un jeune responsable de Peace Now s'exprime à titre personnel et non au titre de Peace Now. : *"Il y a un danger de coupure entre les dirigeants palestiniens et leur base car il n'y a pas d'élections en Palestine."*

Il précise que selon lui, il n'y a aucune voie dans laquelle 3 choses puissent exister ou se réaliser en même temps :

- 1) la volonté du peuple Juif à avoir un état
- 2) la volonté du peuple palestinien à avoir un état
- 3) le respect d'une certaine moralité qui s'oppose à la division et à la séparation. Sur une base "ethnique".

On ne va pas pouvoir avoir deux états et la moralité. Mais il faut aller vite vers deux états pour préserver la possibilité de Paix.

Pour ce qui est la situation des Palestiniens réfugiés, ils gardent leur attachement à leur maison ; mais ils n'y reviendront pas. Ce délicat problème doit faire l'objet d'un accord avec la Palestine, mais aussi avec les pays arabes où ils résident.

Pour ce qui concerne les arabes israéliens qui ont accepté de vivre en Israël. . On ne peut accepter une autonomie totale et territoriale de ces Palestiniens au sein d'Israël. Par contre on peut accepter une autonomie culturelle. Certains arabes israéliens ne veulent d'ailleurs pas de l'autonomie éducative et culturelle au sein d'Israël, mais veulent aller où ils veulent en tant que citoyen israéliens. Des contacts existent entre Peace Now et les partis politiques "arabes" existant à la Knesset.

Question : Quelle perspective pour la Paix?

Peace Now : Pessimiste.

Plus le Le temps passe et plus la haine grandit.. Il faut donc aller beaucoup plus vite car il y a des problèmes que l'on ne pourra plus résoudre.

Question : Un intervenant français fait remarquer que la Paix avec l'Egypte a été faite avec le Likoud et se demande si ce n'est pas la droite israélienne qui pourra gérer l'abandon des colonies.

Peace Now : De plus en plus d'officiers disent "on veut bien faire le service, mais on ne veut pas faire la guerre des colonies".

Peace Now : Sharon avait l'autorité pour faire la Paix. Mais Sharon c'est un idéologue de la droite extrême. Il ne veut pas faire la Paix avec les Palestiniens. Il veut les refouler de l'autre côté du Jourdain. Toutes les colonies ont été créées en utilisant tous les arguments possibles (la religion, etc..) mais avec un seul but : empêcher la paix.

Question : Qui vend des armes :

Réponse : presque tout le monde

Question : quelle différence entre les deux intifadas ?

Peace Now la 1ère intifada était plus populaire, plus spontanée, moins organisée, moins violente donc plus facilement compréhensible par les Israéliens que la seconde intifada.

Du fait du caractère populaire et moins violent de la première intifada, Israël était plus limité dans ses possibilités de répression.

Question : êtes-vous pour une force de Paix internationale ?

Peace Now : Oui pour une participation internationale. Si le Monde impose des forces internationales nous ne serons pas contre, mais nous préférons que la solution ne soit pas imposée. Nous ne voulons pas d'une Paix américaine où l'armée resterait dans les colonies.

Peace Now : le premier pas c'est le retrait des territoires, dans le cadre d'une négociation bilatérale.

Question : Israël bafoue le droit international ainsi que les droits de l'homme. Que pense l'opinion israélienne à ce sujet ?

Peace Now : 30 à 40 % de la population est dans cet état d'esprit.

NEVE SHALOM / WHAT AS-SALAM

"L'école – Oasis de paix"

(par Pierre Flament)

Situé à égale distance (30 km) de Jérusalem, Tel-Aviv et Ramallah, Nevé Shalom / Wahat As-Salam (1) (NSH/WAS) est un village coopératif où vivent des Juifs et des Palestiniens (musulmans ou chrétiens). Il a été rêvé puis fondé en 1970 par le frère dominicain Bruno Hussar sur un terrain de 40 ha loué au monastère voisin de Latroun. Après des années pionnières très dures, les premières familles arabes et

juives sont venues y résider à partir de 1977. Elles ont choisi de vivre ensemble dans l'égalité et l'amitié, convaincues que leurs différences, au lieu d'être sources de conflits, pouvaient apporter un enrichissement mutuel. Les membres de NSH/WAS veulent démontrer la possibilité de coexistence en développant une communauté fondée sur l'acceptation mutuelle, le respect et la coopération dans la vie quotidienne, chacun demeurant fidèle à sa propre identité nationale, culturelle et religieuse : une famille vit chez elle et élève ses enfants selon ses propres coutumes et croyances.

En 2001, le village comptait 40 foyers et 160 habitants : la vie quotidienne de la communauté est organisée sur des bases démocratiques.

Crèche, maternelle, école primaire

La création d'un cadre éducatif conforme à l'idéal de la communauté s'est vite imposée : ce fut d'abord une crèche binationale bientôt suivie d'une maternelle et d'une école primaire : cette dernière s'est ouverte, en 1990, aux élèves des villages voisins. Au total, 300 enfants fréquentent actuellement NSH/WAS dont plus de 90% proviennent de l'extérieur du village. L'effectif a triplé depuis 1994.

Quelques principes-clés régissent le système éducatif :

- instruction dans les deux langues, Hébreu et Arabe,
 - égale répartition des Juifs et des Palestiniens dans la gestion de l'établissement,
 - insistance sur l'identité de l'enfant : langue, culture, littérature, traditions.
 - aménagement d'un cadre de vie favorisant les rencontres entre les enfants des deux peuples
- L'école primaire, unique en son genre en Israël, a été reconnue, en 1993, par le Ministère de l'Education puis promue en 2000, « école officielle extra-régionale » (3). Ce système d'éducation constitue un modèle qui commence à être suivi par plusieurs équipes, en particulier à Jérusalem et Jaffa, dans la perspective d'une paix juste et durable.



Illustration : Dorit discutant avec Pierre
L'école pour la paix

Nevé Shalom / Wahat As-Salam (NSH/WAS) organise aussi des rencontres entre Juifs et Palestiniens afin de

promouvoir la connaissance, le dialogue et la compréhension entre les deux peuples : depuis 1979, plus de 25.000 jeunes ainsi que plus de 3000 adultes ont pris part à ces rencontres. Bon nombre sont engagés dans des organisations œuvrant pour la paix. L'équipe de direction comprend un nombre égal de « modérateurs » permanents Juifs et Palestiniens et fait appel à des intervenants extérieurs. Tous ont une formation universitaire en sciences sociales et une formation dans la conduite des groupes en conflit. Toute rencontre est animée par deux modérateurs, l'un Juif et l'autre Palestinien. Ils mettent en œuvre des méthodes propres tenant compte de la complexité des racines des conflits et apprennent à chacun à discerner malentendus, stéréotypes, relations de pouvoir...

D'années en années, l'éventail s'est élargi :

nouveaux publics ciblés : juristes, journalistes universitaires, femmes de milieu défavorisé

- développement de programmes communs avec plusieurs organisations pacifiques palestiniennes
- séminaires à l'étranger : Allemagne, Italie, Irlande du nord, USA...

Relever le défi religieux : Doumia / Sakina (4)
Dorit, animatrice de NSH/WAS, nous a rappelé que si le conflit Israëlo-Palestinien n'est pas religieux mais politique, il n'en demeure pas moins que les religions sont un élément fondamental de l'identité des personnes et des peuples. NSH/WAS se propose d'associer des autorités juives, musulmanes et chrétiennes pour trouver dans les trois religions monothéistes des valeurs spirituelles et éthiques communes favorables à la paix. Une maison du silence existe déjà, elle accueillera ceux qui désirent faire une pause dans la réflexion, la méditation ou la prière et trouver le silence qui unit au-delà des séparations idéologiques ou religieuses.

« Mon peuple habitera un Nevé Shalom » (oasis de paix) Isaïe 32,18.

Oasis de paix en Hébreu et en Arabe

- Bruno Hussar, né en 1920, est un Juif d'origine égyptienne non religieuse. Il migre en France, où il découvre la laïcité française et se convertit au Christianisme. Après la 2^e guerre mondiale, il migre en Israël et découvre la triste réalité.

- NSH/WAS est une structure privée qui survit grâce à des dons et legs internationaux.

- Doumia ou silence en Hébreu et Sakina ou sérénité en Arabe.

Documentation et renseignements :

Quand la nuée se levait, Bruno Hussar, Editions du cerf, 1988, 130p., 10 euros

En France, les amis de Nevé Shalom -Wahat as-Salam : 251, avenue du Maréchal Juin 92100 Boulogne Tel-fax : 1-41410572

Enseignants pour la paix (EPP) de Midi-Pyrénées : Robert Siboulet 1 rue des mousquetaires 31520 Ramonville tel 05 61 730186. e-mail : robert.siboulet@wanadoo.fr

Compte rendu de la visite à Neve Shalom (compléments par Marie Jo FRESSARD)

Neve Shalom en hébreu, Wahat as Salam en arabe signifie « Oasis de paix »

C'est en effet un véritable cocon de paix que nous avons découvert en arrivant sur cette colline dans un paysage qui rappelle la Provence. Le village se situe à égale distance des villes israéliennes de Jérusalem et Tel Aviv, et de la ville palestinienne de Ramallah.

Un tel endroit est unique en Israël. Ici vivent en communauté, par choix idéologique, vingt familles de Juifs et vingt familles de Palestiniens, tous citoyens d'Israël.

Le choix du site, thtre depuis l'antiquité jusqu'à nos jours de nombreux conflits, est symbolique.

Le village a été fondé par le dominicain Bruno HUSSAR en 1970. Sept ans plus tard les premières familles s'y sont installées « dans l'amitié et dans l'égalité ». Contrairement à d'autres localités où Palestiniens et Juifs vivent côte à côte dans une situation d'apartheid, à Neve Shalom s'est développée, sur des bases démocratiques, une communauté sociale, culturelle et politique. C'est un vrai village où chaque famille élève ses enfants selon ses coutumes et ses croyances.

Le but de cette expérience unique est de faire la démonstration que la vie commune entre Juifs et Palestiniens est possible et que les différences, au lieu d'être causes de conflit, sont au contraire une source d'enrichissements.

Les objectifs éducatifs

Une crèche a été créée dès les premières naissances. Par la suite ont été construits le jardin d'enfants et enfin l'école primaire bilingue.

Actuellement il y a 12 classes primaires, les enfants des villages voisins y sont acceptés (90% de l'effectif). L'école accueille 300 enfants par jour et 2 enseignants par classe (hébreux et arabes). C'est la seule école en Israël qui intègre dans les mêmes classes enfants palestiniens et juifs. Ces structures ont été reconnues officiellement par le Ministre de l'éducation. Depuis 1997 l'école est promue « Ecole expérimentale » et en 2000 « École Officielle extra régionale »

L'École pour la paix

L'École pour la paix de Neve Shalom organise des rencontres entre Juifs et Palestiniens, et aussi entre des membres de différentes églises. Depuis une vingtaine d'années 25000 jeunes ont pris part à ces rencontres. Prochainement un rabbin, un prêtre et un cadé expliqueront comment, à travers leur religion, il est possible de trouver les chemins de la paix. Nous n'avons pas eu le temps de visiter « la maison du silence » grand dôme isolé dans un environnement de verdure, destiné à la méditation et à la prière

Quel avenir, quels projets ?

1. **Le problème des enfants** : ils quittent l'école du village à 10-11 ans. L'enseignement secondaire et supérieur les oblige à aller dans des écoles séparées selon leurs origines. Par la suite, seuls les Juifs feront leur service militaire. Que restera-t'il des belles idées de paix après toutes ces années ? A Neve Shalom a été mis sur pied un projet d'école complémentaire qui permettra aux élèves de rester quelques années de plus et d'affermir leurs convictions.
2. **Le problème de la terre** : Neve Shalom a besoin de s'agrandir mais ce centre pilote inquiète les autorités qui n'accordent pas d'autorisation d'achat de terrain. Aucun village arabe (ou semi arabe) n'a été construit depuis l'occupation.

Conclusion

Même si notre esprit laïc a été quelque peu perturbé par l'ambiance mystico-religieuse qui règne sur cette communauté, on ne peut qu'être admiratif devant cette démonstration de vie pacifique commune. Mais il reste encore un bon bout de chemin à parcourir puisqu'en trente ans il n'y a eu qu'un seul mariage mixte

Marie Jo FRESSARD

Avec des pacifistes israéliens devant la résidence de Sharon

Nous avons grand besoin de ce contact avec des pacifistes israéliens. Nos têtes étaient pleines des images d'un peuple meurtri, humilié, privé des droits fondamentaux, prisonnier sur des parcelles de terre. Nous avons vu les «check points », les maisons détruites, des enfants confinés dans des camps et tout cela dans le silence complaisant de la communauté internationale. La nuit tombait lorsque nous avons rejoint les pacifistes israéliens qui chaque samedi se rassemblent devant la résidence de Sharon au centre de Jérusalem. Ils n'étaient certes pas plus d'un millier mais nous avons réalisé qu'il fallait leur parler, être à leurs côtés pour puiser du courage et aussi leur en donner.

Ils dressaient des banderoles ou des panneaux qu'ils avaient personnellement confectionnés : en Hébreu, en Anglais : Peace now ! Les slogans stigmatisaient la politique de Sharon. Les plus jeunes scandaient inlassablement : Deux peuples, deux états ! Nous ne voulons pas mourir pour les colonies ! Au hasard des rencontres nous avons eu quelques échanges : des personnes aux cheveux blancs, nous ont précisé leur pays d'origine : la Pologne, la Hongrie, des jeunes nous ont fait part de leur angoisse ou de leur répulsion vis-à-vis du rôle que l'armée leur assigne.



Illustration : Manifestation devant le domicile de Sharon

Les flambeaux rendaient leurs visages encore plus pathétiques. De l'autre côté de la chaussée, peu de policiers, la TV israélienne filmait et le lendemain un soldat chargé d'un check point a même dit à l'un d'entre-nous «Je vous ai vu à la TV ». Le pouvoir tolère ces démonstrations réservant à la population palestinienne exactions, destructions et spoliations. Israël est une «démocratie» qui respecte le droit des uns et oppresse les autres. Quand Sharon sera usé, on risque de revoir Netaniaou ou même Perez. Jusqu'à quand ? Arafat subira-t-il le sort de Rabin ? Seuls les peuples, par une réprobation très forte peuvent stopper la folie meurtrière : il faut dire « non ». Nous avons vu des Israéliens qui veulent une paix juste et nous devons les aider en exigeant le droit et la justice pour le peuple palestinien.

Point de vue de FRANÇAIS de JERUSALEM

par Roland Nivet

Nos rencontres, à Jérusalem, avec des Français résidant et travaillant dans divers services français nous ont apporté des informations intéressantes que nous retraduisons dans cette synthèse générale.

Quelques repères : 1ère et 2ème Intifada

L'intifada n'a pas été planifiée par les Palestiniens, en fait c'est un mouvement populaire et réactif à la visite provocatrice de Sharon sur l'esplanade des mosquées (Sharon représente typiquement le sionisme militaire qui a pratiqué l'épuration ethnique).

Quand à Barak, il a tiré dans le tas en pensant éviter la répétition de la première intifada.

La première intifada a été l'intifada des pierres, il n'y avait pas d'armes. Les gens regrettent un peu que l'intifada ne soit pas restée non militarisée. Elle est devenue une intifada de militaires. On est passé maintenant à une intifada soutenue et prise en charge par les

services de sécurité palestiniens et donc à une intifada militaire encadrée par l'Autorité palestinienne. Puis escalade de la violence.

L'intifada n'a pas été seulement dirigée contre les colons et les militaires. Si tel avait été le cas, elle aurait eu la légitimité de la résistance. De plus, il y a eu ensuite l'escalade de la violence avec les attentats. Pour bien comprendre l'état d'esprit des israéliens par

rapport aux morts résultant des attentats, il faut savoir que le retrait du Liban qui a été perçu comme une défaite israélienne (mai 2000, sous

Barak) a entraîné des pertes qui étaient inférieures à celles subies aujourd'hui par Israël.

Oslo et le processus de paix

Pour les Palestiniens OSLO au niveau de la vie quotidienne a été une régression, car il y a eu les frontières intérieures. Ainsi les Palestiniens ont eu des restrictions pour ce qui est de leur liberté de circulation d'où une détérioration de leur vie quotidienne et économique.

Le but au départ était de créer des mesures de confiance. Mais ce processus n'a pas évolué positivement car Israël n'a pas respecté ses engagements.

En plus, il n'y a pas eu d'implication internationale sauf des USA qui, pour leur part, n'ont pas fait les pressions nécessaires sur Israël.

.....

Par ailleurs Oslo a été mal négocié par les Palestiniens. Pour les Israéliens, il fallait se séparer de la population palestinienne car les

Israéliens ne voulaient pas de l'intégration. Or il fallait choisir entre intégration ou épuration. Pour les Israéliens, la priorité c'était de préserver la nature juive de l'Etat d'Israël. Aussi, Israël a été vers le processus de Paix pour se séparer des Palestiniens et avoir des

Palestiniens qui aient l'autorité nécessaire pour garantir la sécurité d'Israël en encadrant la population palestinienne

Aussi tout a volé en éclat à Camp David.

A Camp David (Clinton, Barak) on n'a pas discuté du détail pour ce qui concerne la répartition des Territoires, donc on n'a parlé de rien.

L'erreur des USA et l'aveuglement international a été de faire porter la responsabilité de l'échec de Camp David aux Palestiniens.

Par la suite la politique des travaillistes est celle qui a le plus favorisé l'implantation des colonies, ainsi :

* La population des colonies est passée sous Barak de 100.000 à 200.000 colons (hors Jérusalem) durant ce que l'on a appelé le "Processus de Paix".

* à Jérusalem Est = on a atteint l'équilibre entre Juifs et Arabes

* à Jérusalem Ouest = 100% de Juifs

Les négociateurs palestiniens d'Oslo n'avaient, en fait, pas une très bonne connaissance des Territoires occupés. Ils venaient de l'extérieur (Tunisie, Syrie) et ne connaissaient pas dans le détail les problèmes des Territoires. Des divergences de vue existent entre les "Tunisiens" et la population de la 1ère intifada qui, elle, n'a pas participé aux négociations.

Ainsi la seconde intifada semble aussi associer à la réaction contre la provocation de Sharon une certaine soif de revanche contre les "Tunisiens" qui avaient mal négocié Oslo. Cette intifada a donc une forte dimension sociale vis à vis d'une autorité palestinienne qui, aux yeux d'une partie du peuple palestinien, a tiré des profits personnels du processus de Paix.

Ainsi, l'autorisation qui a été accordée aux élus et personnalités palestiniennes de circuler y compris sur les autoroutes israéliennes est vécue par la population palestinienne, privée de ce droit, comme un privilège.

Les négociations de TABA

Il faut revaloriser Taba, car à Taba, Palestiniens et Israéliens ont vraiment négocié. Les Palestiniens ont négocié avec des cartes: il y a eu accord à 80% sur le retrait des colonies israéliennes

Par ailleurs, à Taba, il y a eu aussi accord sur le narratif des réfugiés et de leur droit au retour. Mais l'accord a porté sur le principe et pas sur le retour, de 3,7 millions de Palestiniens en Israël.

En fait les palestiniens souhaitent que ce droit au retour soit traité de façon raisonnable (compréhensive). Ils revendiquent la reconnaissance du droit et affirment qu'ils sont raisonnables en n'exigeant pas le retour de tous les Palestiniens en Israël

En fait, pour les Palestiniens, à partir du moment où le principe de la responsabilité des Israéliens dans le droit au retour est admis, ils sont d'accord pour en discuter les modalités concrètes avec les Israéliens. Ainsi ils ont admis que ce droit devait s'exercer essentiellement au sein du Territoire palestinien.

Le problème est abordé de manière identique pour ce qui concerne les frontières. Pour les Palestiniens, à partir du moment où il est admis de prendre comme base de départ la résolution de 1967 sur les frontières, alors ils sont d'accord pour négocier les frontières avec les Israéliens et sont prêts à faire des compromis.

A Taba, Barak a laissé faire la discussion en envoyant ses colombes plus un membre de son cabinet pour surveiller. Puis Barak a rappelé ses négociateurs 10 jours avant les élections interrompant un processus que les négociateurs estimaient pouvoir mener à son terme en quelques jours.

La situation actuelle

Sharon a posé le problème uniquement en termes sécuritaires. Il a réussi à vendre aux USA le préalable sécuritaire. Pourtant la sécurité d'Israël ne sera jamais mieux assurée que par des solutions politiques en particulier celles garantissant l'existence de deux états souverains et égaux en droits et devoirs.

Dans la population israélienne, la crédibilité d'Arafat est posée.

Par ailleurs, dans l'étude de la situation actuelle au plan géopolitique et diplomatique il faut prendre en compte la volonté des USA de procéder à des frappes contre l'Irak. En tout état de cause, il faut revaloriser les négociations de Taba entre Israéliens et Palestiniens par rapport aux propositions américaines. : Le rapport Tenet (CIA) a un contenu politique réduit, le plan Mitchell est un peu plus sérieux, cependant c'est à Taba qu'ont été dessinés les contours d'un accord de Paix possible entre Israéliens et Palestiniens.

Conclusion :

Une paix est possible comme l'atteste le contenu des négociations de TABA. Par contre il va falloir réfléchir beaucoup plus à la viabilité d'un état palestinien. Quel état palestinien ? Quels droits ? Quelles possibilités d'exercer sa souveraineté ?

Le rôle de la société israélienne

Le problème, et donc la solution sont dans la société israélienne.

La Paix viendra de ce que les Israéliens sont prêts à accepter. De ce point de vue le "Travail" de l'opinion publique israélienne est essentiel.

A cet égard, il faut faire preuve de discernement dans l'observation de la réalité israélienne car malgré cette radicalisation de la société israélienne, qu'on peut constater, il faut relever que des facteurs objectifs jouent en faveur de la Paix :

- les difficultés économiques, (la société israélienne a intérêt à la Paix).
 - les Pacifistes qui jouent un rôle non négligeable.
 - La coalition autour de Sharon commence à avoir de gros problèmes, car les travaillistes commencent à se poser des questions vis à vis des élections.
- Ainsi Benlyser prépare le moment où les travaillistes vont quitter le gouvernement même si, pour sa part, Perez veut rester.

Les verrous à faire sauter dans la société israélienne

Au vue de toutes ces discussions , il semble que pour faire bouger l'opinion publique israélienne en faveur de la Paix, il faut faire évoluer des points précis qui constituent des sortes de verrous à faire sauter.

- 1er verrou : Arafat Il faut que les Israéliens comprennent qu'aucun dirigeant venant après lui ne pourrait faire plus qu'Arafat pour la Paix et la reconnaissance de deux états.
- 2ème verrou : La question des réfugiés
Il faut faire comprendre aux Israéliens que ARAFAT et les Palestiniens ne veulent pas de deux états palestiniens comme tentent de le faire croire Sharon et les faucons israéliens (un état palestinien et une forte communauté palestinienne au sein de l'état d'Israël).

Oui, il y a des palestiniens qui ne veulent pas la Paix, mais ils sont très minoritaires et par ailleurs quel autre choix ont les israéliens que de donner un état aux Palestiniens et de négocier la création de 2 états avec Arafat.

- 3ème verrou : la composition socio-culturelle du Mouvement de la Paix israélien =
Il est composé de jeunes et de gens âgés, (retraités essentiellement) mais les adultes des classes d'âge intermédiaires ne sont pas très présents.

Dans ce contexte le rôle des syndicats pour atteindre cette classe d'âge est primordial et que nous devons travailler à cela pour faire évoluer en profondeur la société israélienne.

Quelques questions dans le désordre :

Israël défie le droit international : Que faire ?

- Bien sûr, il faut réaffirmer la nécessité du respect du droit international, mais il faut aussi voir que

certaines évolutions politiques souhaitables ou favorables au Processus de Paix ne collent plus tout à fait avec les premières résolutions de l'ONU. Donc, sur le principe, bien sûr qu'il faut respecter les règles du droit international mais sans en faire des références dogmatiques susceptibles d'empêcher une recherche de la Paix par les deux camps.

L'Union européenne et le conflit

En matière de sanctions possibles il faut constater que pour ce qui concerne l'accord entre l'Union Européenne et Israël, l'article 2 permet de remettre en cause cet accord si il n'y a pas respect des droits de l'homme. D'autant qu'Israël empêche l'exécution de l'accord entre l'Union Européenne et la Palestine, en particulier pour ce qui concerne l'acheminement des produits des colonies. L'Union Européenne a bougé là-dessus, mais il faudrait aller plus loin.

Cependant, au delà des sanctions possibles, un élément essentiel serait de faire que l'UE entérine le plan Taba.

Il faut noter une "forte décroissance de l'immigration française". Par ailleurs Israël est au bout de l'immigration venant de l'ex-URSS.

Pour sa part la France est pour un état palestinien depuis 1982. Un des rapports important des états européens et de l'Europe en tant que tel pourrait être de travailler un peu plus ce qu'est la viabilité d'un état palestinien "viable, souverain, pacifique, démocratique, voir démilitarisé". ?

Les islamistes

L'Islam politique palestinien nous a été décrit d'abord comme un Islamisme Nationaliste. Jihad islamique représente peu de chose et est soutenu par l'Irak. Hamas est soutenu par les monarchies du Golfe. Cependant il faut noter que les Islamistes ne sont pas pour un état israélien et donc contre le principe de deux peuples, deux états (note N°1).

Un des résultats de cette intifada semble être une certaine unification dans certaines villes de la résistance armée face aux violences de l'occupation israélienne, ce qui rendra difficile la collecte des armes et l'isolement des islamistes. Dans certaines régions des conflits existent entre les différentes branches de la résistance armée.

Note N° 1 : Les ONG palestiniennes

Avec la 2ème intifada elles ont perdu du terrain. De plus la gauche palestinienne laïque a elle aussi perdu considérablement de poids. Elles demandent un développement de la démocratie locale.

Point particulier : Au niveau de la société civile palestinienne, il existe tout une frange de personnes qui sont contre l'intifada telle qu'elle se déroule car ils ont une légitimité qui provient uniquement du rôle joué (ou que leur donne Arafat) dans les négociations.

Roland Nivet, le 16/04/2002

Compte-rendu de la rencontre de la délégation du mouvement de la Paix avec Yasser Arafat

par Donald Lecomte

Dimanche 24 mars, nous avons été reçus vers 18h30 par le chef de l'Autorité palestinienne à sa résidence de Ramallah. Un petit homme, coiffé du célèbre keffieh pénètre par une des portes de la salle où il nous reçoit. Après une entrée d'un pas vif, des poignées de mains fermes et quelques plaisanteries, il s'est assis en soufflant légèrement. Après le protocole simple, ont eu lieu les présentations. " Ce soir, c'est très important " a souligné Y.Arafat en français.

Daniel Durand, secrétaire national du mouvement de la Paix a réaffirmé le soutien du Mouvement de la Paix à la légitimité internationale de l'Autorité palestinienne, seule représentante reconnue du peuple palestinien. Il a rappelé la condamnation sévère par l'opinion publique française de la politique meurtrière et sans issue du gouvernement Sharon, telle qu'elle s'était exprimée le jour même dans la manifestation de Paris.

Devant la gravité de la situation, le Mouvement de la paix entend poursuivre résolument son action auprès de la France et de l'Union Européenne pour hâter la mise sur pied d'une force de paix internationale, garantissant la protection des populations.



Illustration : Yasser Arafat et son ministre Saeb Erakat reçoivent la délégation française, avec Daniel Durand

Daniel Durand a également rappelé sa condamnation, tant humaine que politique, de tout attentat contre des civils en Israël ou ailleurs, condamnation partagée par le Président du CPJP,

Gabi Baramki. Le long de cette déclaration du secrétaire national du mouvement de la Paix, Yasser Arafat hochait de la tête en signe, semble-t-il, d'acquiescement à tous les propos de Daniel Durand.

Le chef de l'Autorité Palestinienne s'est ensuite exprimé en arabe, d'une voix claire et sans hésitation dans la voix.

Il a manifesté son désir de paix avec Israël et déploré que malgré tous les efforts de l'Autorité palestinienne, des pays européens et de la commission quadripartite (Russie, Etats-Unis, Nations Unis et Union européenne), emmenée par le général Zinni, l'escalade militaire israélienne " *est encore plus dure et plus forte* ". il a rappelé u'un accord politique achevé avec le président Chirac, les ministres des affaires étrangères américain et français, était " *entre nos mains* " à Taba. Et il a accusé Barak d'avoir fui ses responsabilités en ne se rendant pas à la signature de cet accord.

" Malgré tout cela, nous avons continué les négociations, mais l'encerclement a continué sur notre peuple, les bombardements sur nos maisons, nos villes, nos villages, nos écoles. Les églises et les mosquées n'ont pas été épargnées par les bombardements. " a dénoncé Arafat.

Il a brandi une photo de la statue de Marie-Madeleine à Béthléem, qui a été mitraillée par Tsahal il y a quelques semaines. En brandissant cette photo, son poing s'est fermé, en signe de sa détermination. Il a établi une comparaison avec la destruction des Bouddhas de Bamiyan, qui avait suscité l'indignation internationale et a souligné l'absence de réaction après ce bombardement contre un monument religieux. D'autre part, le chef de l'Autorité Palestinienne a affirmé qu'un quart à un tiers seulement de la surface des colonies en territoire palestinien étaient habitées.

Après cette dénonciation en règle des actions de répression militaire d'Israël, il a déclaré que malgré tout cela, les Palestiniens sont toujours avec le mouvement de la paix, " *qui est en train de grandir en Israël* ". Sa demande est simplement l'application de ce qui a été dit lors des accords de Madrid, dans les résolutions de l'ONU, au G8 et dans tous les accords et déclarations concernant le conflit.

" Nous restons le seul peuple qui souffre de l'occupation dans le monde ", s'est indigné Yasser Arafat (c'est pas vrai, cf Sahara Occidental, Liban, Tchétchénie, Congo-Zaïre, Tibet, etc...NDLA !), évoquant le nombres de victimes tués ou blessés depuis 54 ans que dure ce conflit – 47 000 personnes soit 1,5% de la population palestinienne demeurant actuellement sur les territoires. Outre ces énormes pertes humaines il a aussi rappelé les pertes et dommages matériels subis, dont le port de Gaza, en cours de construction par deux compagnies française et hollandaise, l'aéroport de Gaza, des hopitaux, des écoles et beaucoup d'institutions. Il a évalué les

dommages à 8 milliards de dollars en un an et demi (environ 9,2 milliards d'euros).

A la fin de son discours, il a assuré que ces souffrances n'infléchissent pas la croyance et la détermination des palestiniens dans le processus de paix. D'où l'importance à ses yeux d'une intervention internationale. " Votre soutien donne à notre peuple l'espoir que la paix arrive ", nous a-t-il remercié.

Une seule question a été posée à Yasser Arafat sur les initiatives de signatures de la paix telles que la Coalition israélo-palestinienne pour la paix. M. Arafat a répondu que ces initiatives avaient eu lieu grâce à ses encouragements pour élargir ce mouvement avec les intellectuels. Il a évoqué Gabi Baramki, président du conseil palestinien pour la justice et la paix, présent à la rencontre, dont il a salué le rôle essentiel dans cette initiative.

A la fin de cet entretien, il a salué chaleureusement tous les participants. Jean Zylber, juif français de la délégation, dont les parents sont morts à Auschwitz, a parlé un moment à l'oreille de Yasser Arafat, qui l'a embrassé avec émotion. Ensuite, nous sommes repartis vers Jerusalem, avec un passage délicat au check-point de Qalandya.

COMPTE-RENDU DE L'ENTREVUE AVEC Mgr MICHEL SABAH,

*Patriarche latin de Jérusalem, membre de
la Coalition Israélo-Palestinienne. pour la
paix, le 25 mars 2002.*

par Hélène Robineau et Vincent Pagano

La délégation était constituée de : Pierre FLAMENT, Micheline GUILHAUMON, Hélène ROBINEAU, Jean-Pierre COMBES, Roland CLAVERIE et Vincent PAGANO.

Ce conflit n'est pas un conflit de religions malgré la présence des diverses religions (israélienne, musulmane, chrétienne, protestants etc.). A l'intérieur des deux peuples, il y a les trois religions. La question est politique, donc la lutte est politique. Il y a une réalité de guerre qui est une réalité politique comme la question de la paix.

Tout le monde veut la paix ; les Israéliens, certes ; et les Palestiniens, mais ces derniers la veulent avec la justice. Les Juifs ne peuvent pas prétendre qu'ils ont été les premiers sur cette terre. Tout le christianisme s'est fait ici, l'Islam aussi. Tous, ici, nous avons un attachement

religieux. On ne peut pas prétendre que le lien religieux donne un droit politique sur une terre. Ou alors il s'agit du droit du plus fort. On peut prétendre que les Palestiniens descendent des Juifs. Pourquoi pas. En réalité, le lien religieux ne donne que le droit d'accès libre aux lieux saints.

Malheureusement, en ce moment, il est difficile d'aborder ces questions. On ne peut opérer un membre enflammé.

Il faut continuer de dire la vérité. Autant pour la sécurité du peuple juif que pour la sécurité du peuple palestinien.

Ces derniers étaient chez eux. Ils ont reconnu aux Israéliens d'avoir une terre. A présent les Israéliens occupent des terres qui ne leur ont pas été concédées. Les Palestiniens sont d'accord pour faire cesser la violence à condition qu'on reconnaisse deux états, une égale dignité pour chacun dans un vrai pays.

Qu'est-ce que les pacifistes Israéliens peuvent offrir aux Palestiniens ?

Puisque vous allez rencontrer Peace Now, demandez-leur. Il faut cesser l'occupation des territoires. Il y a deux ans, ils n'étaient pas prêts à faire des concessions. Aujourd'hui le sont-ils ?

Le patriarche évoque la rencontre de décembre 2001 à Alexandrie en Egypte entre trois chefs religieux, un rabbin, l'archevêque de Canterbury et un imam. Cette rencontre a eu lieu avec l'accord de Sharon et d'Arafat. Si des religieux peuvent se rencontrer, où est la difficulté ? Qu'est-ce que les Palestiniens demandent ? La reconnaissance de leurs frontières de 47-48.

Pour Israël, seules les frontières de 67 sont à respecter. De nombreuses associations sont intervenues pour une évacuation des territoires occupés, les Femmes en Noir etc, mais Peace Now en est resté aux frontières de 67.

"J'ai eu" (le patriarche) des contacts avec le Hamas. Ils se disent prêts à un traité de paix. Arafat avait accepté, lui aussi, un arrêt des hostilités pendant trois semaines. Mais les Israéliens ont poursuivi l'occupation et l'implantation des colonies. Depuis janvier c'est incessant. Cette position radicale déclenche des violences inévitables et absurdes, des souffrances inutiles aux deux peuples.

L'opinion publique israélienne est le facteur essentiel d'une résolution du conflit.

Il faut développer une stratégie de pression non violente sur les opinions mondiales.

La non violence peut ouvrir les chemins de la paix. Il nous faut le prouver en plaçant dans les mains des enfants des rameaux d'olivier à la place des fusils. Les Palestiniens ne possèdent pas la clé pour la voie pacifique. Seuls les Israéliens la possèdent. Le gouvernement de M. Sharon veut la guerre, Israël veut la guerre et rêve d'un Grand Israël couvrant toute la Palestine.

Les Palestiniens ne veulent que la paix. Il est faux de dire qu'ils sont violents. Ils n'ont eu qu'à subir.

Si on met à égalité oppresseur et opprimé, si on renvoie dos à dos occupant et occupé, on favorise l'opresseur car il est plus fort. La rue va même jusqu'à dire qu'il y a des attentats fabriqués pour contrecarrer chaque fois qu'un processus de paix s'amorce.

Quelles actions les chefs religieux peuvent-ils mener ?

-Organiser des marches symboliques.

-Pousser les organisations internationales à une stratégie de paix.

-Convaincre la communauté internationale.

-Eduquer la population israélienne, car le pouvoir de la paix est de son côté.

Résumé de l'intervention de Michel Sabbah

par Roland Claverie

En préalable : Le conflit n'est pas religieux, même si tous y mettent le poids de leurs croyances, de leur foi. Il est d'ordre politique.. En Israël, il y a aussi des chrétiens, des musulmans... On retrouve toutes les religions dans les deux peuples..

En Israël, il y a toujours eu un mouvement pour la Paix.

En Palestine, tout le monde veut la Paix, mais avec la Justice. On est prêt à cesser toute violence à condition que cesse l'occupation et que soit reconnu un Etat palestinien viable et normal.

"Le 21 janvier 2002 à Alexandrie, les chefs religieux chrétiens, juifs et musulmans, à l'initiative de l'archevêque anglican de Canterbury, se sont réunis, avec l'accord de Sharon et Arafat... quelques difficultés à aller au fond du problème, à clarifier les termes de la Paix..

Voici deux questions à poser aux pacifistes israéliens que vous rencontrez :

1 – Que sont-ils prêts à restituer aux palestiniens ?

Les palestiniens ont le droit d'exister, à l'intérieur des frontières d'avant 1967. Aussi sincère que soit la démarche des pacifistes israéliens, le veulent-ils ? Il ne doit pas y avoir d'équivoque.

Quand le cercle des violences est prêt à cesser, cela repart, et on ne sait jamais d'où..Il est des attentats en Israël où l'on se demande parfois qui est à l'origine. Dans une stratégie confuse, tout paraît possible !!

Plus que des "pro-israéliens" ou des "pro-palestiniens", ce dont nous avons besoin, c'est d'une intervention extérieure, avec des gens qui aident les deux camps à construire la Paix dans la Justice. Le pouvoir actuel en Israël ne veut pas la paix mais la guerre. Il rêve d'une

Palestine vidée des palestiniens. Or, la paix est entre les mains des israéliens : s'ils décidaient de "se mettre à table", il y aurait immédiatement la fin de la guerre.

2 – Les israéliens sont-ils prêts à chasser la peur des palestiniens ?

Quand les terroristes seront restitués, encore faudra-t-il qu'ils n'éprouvent pas cette peur quand à leur sécurité..et retrouvent la confiance à leur égard..

Quelle intervention de l'Eglise (minoritaire) ?

La marche de Noël à Jérusalem que j'ai entraînée (6000 à 7000 participants). Mais il y a besoin d'une vraie stratégie pour la Paix. Est-ce à l'Eglise de l'élaborer ? une stratégie globale d'éducation à la paix..Il y a vraiment besoin d'une résistance non violente.

J'ai dit à Arafat "un palestinien avec une branche d'olivier en main serait plus fort face à Sharon qu'avec des pierres" Mais dans le contexte, ce message ne peut guère passer.."

Dans le conflit, quel lien avec la Religion ?

"Toutes les religions ont leur attache religieuse ici, et aucune ne peut prétendre à l'exclusivité.

..Le lien religieux avec une terre ne peut conduire à un droit politique sur la terre en question. Ce droit est, en général, la conséquence d'une conquête ou d'une présence..Au cours de l'histoire, les peuples se sont succédés ; certains ont disparus.

Le droit religieux donne seulement le droit de la liberté d'accès aux Lieux Saints, et c'est tout ! Et que ceux qui vivent sur place soient égaux en droit.

Et de toute manière, s'il y a litige sur une question religieuse, tant que les plaies sont ouvertes par ce conflit, l'heure n'est pas à en discuter..."

Compte-rendu de la rencontre avec la Présidente de l'Union des Femmes palestiniennes

Hélène Robineau

Introduction au débat : Françoise Ligné

Les femmes dans ce conflit sont des victimes nous souhaitons une paix juste, durable, fondée sur la loi internationale le respect des accords des nations unis nous voulons la justice nous considérons en 98 nous avons accepté les conditions d'un accord de paix pour fonder un Etat d'Israël mais il était essentiel pour nous que soit reconnu le droit au retour des réfugiés

aujourd'hui la premier indispensable, c'est l'évacuation des territoires Il faut faire pression sur les opinions publiques pour mettre fin a cette occupation. C'est le préalable a toute négociation Il nous faut également une protection internationale pour préserver la vie de nos enfants leur sainte leur éducation

La Présidente de l'organisation "General Union of Palestinian Women" intervient

Nous sommes préoccupées car nos enfants ont perdu tout espoir leur âme est menacée ces attentats suicides sont alarmants

Nous avons été mises devant le fait accompli. On nous a pris ces territoires par agression. Nous sommes occupés et on nous fait la guerre de surcroît (l'occupant nous fait la guerre).

Nous n'avons pas d'armées, pas d'arme. Nous sommes dans une situation de siège. Il est faux de parler de « cessez-le feu » Ils représentent la troisième armée du monde. Le déséquilibre est total. Pendant 35 ans, nous avons été patients. Oslo a fait naître l'espoir. Nous avons été courageux d'accepter la proposition arabe d'accueillir les Israéliens. Le processus de paix que nous avons accepté a été une erreur. Quand une situation d'oppression perdure, c'est pas facile... Tout est fait pour abuser les opinions publiques, les distraire de la vérité. Le vrai terrorisme est celui que pratique Israël. Les Palestiniens ne sont pas des terroristes. Notre jeunesse est condamnée au désespoir . Ce qui nous inquiète c'est l'impact de cette guerre sur le psychisme de nos enfants. « ils tuent leur âme ». Les familles, les mères sont frères. Il est de notre culture de ne pas montrer notre peine. Mais nos familles, notre peuple sont très liés ensemble. Malgré la situation de plus en plus intolérable, nous sommes très soucieux de l'éducation de nos enfants, du développement de la culture. Nous initions à l'art, à la beauté des choses, qu'ils voient autre chose que la violence.

Mais voyez ce qu'on nous fait. On nous assiège, certaines femmes ne peuvent même pas accoucher. Mais garder le contact avec les autres est un facteur important depuis l'occupation. Nous travaillons sur une loi de la famille. Chez nous, la femme est respectée, d'autant plus qu'elles luttent au côté des hommes. Mais la vraie parité politique fait encore défaut (4 femmes seulement au parlement, 1 au gouvernement). En tout cas le caractère oppressif de l'homme est pratiquement inexistant dans nos milieux . Nous nous lions avec les autres associations pour agir avec elles. Nous les représentons. Elle sont actives pour peser sur notre gouvernement concernant les choix politiques. Les religieuses même entrent en lutte. La Charia est suivie mais sans radicalisme. On se mobilise pour aider les femmes dans les campagnes. Nous espérons en la démocratie

mais la confusion actuelle ne permet pas la libre discussion. En Cisjordanie, nous avons de nombreuses organisations de femmes, mais cette guerre qu'on nous fait bloque tout autre débat. Sharon se maintient(,) au pouvoir en jouant sur la peur des Israéliens. Il n'y a plus qu'un seul maître : les USA. Nous sommes en état de siège sans armées et sans armes. Il faut une forte mobilisation internationale pour faire reculer le gouvernement israélien. Construire une société laïque et démocratique passe aujourd'hui au second plan. Nous devons survivre pour conquérir notre droit à exister.

Israël s'est construit sur 78% des terres palestiniennes. Ils nous prennent encore 22% de ces territoires et 50% des colonies.

Bethléem : Débat avec le gouverneur

Dimanche 24 Mars

Nommé par l'Autorité Palestinienne, le gouverneur (une sorte de préfet) Monsieur Mohamed Al Madiri nous accueille, entouré d'une vingtaine de ses collaborateurs.

« De Béthléem, berceau de Notre Seigneur Jésus Christ, nous adressons des salutations d'amour et de paix pour le monde entier. Merci de la présence de militants français ici, ce qui n'est pas nouveau pour le peuple français, toujours à l'initiative de la paix. Malgré toute cette souffrance, nous demeurons prêts à travailler dans le sens de la paix. Arafat et ses compagnons ont tout fait pour encourager la paix. Nous apprécions votre présence hier soir à la manifestation avec Peace Now, signe de votre humanisme. Il y a de grandes injustices pour les palestiniens. La situation devrait évoluer à cause de la Coalition. Avec Rabbin, un plan sérieux pour la paix. Avec son assassinat, la volonté de ne pas appliquer Oslo, c'est l'assassinat de tout un peuple qui a commencé. Nous sommes heureux que la vie revienne par vous et tous les pacifistes. La paix est un choix stratégique. On n'a pas le choix »

Jean : une question importante revient. Pourquoi l'Arabie Saoudite n'a pas présenté son plan plus tôt ? Arafat est-il isolé des pays arabes ?

Chacun dit vouloir la paix, mais chacun la veut selon ses besoins. Les USA utilisent la région selon ses besoins, ses intérêts : cela a été le cas avec le Prince Fuad, Hassane II, Hussen de Jordanie, les internationaux). Mais les Israéliens n'ont pas voulu appliquer aucun de ces plans. La seule solution, c'est

l'arrêt de l'occupation : sur ce point, les USA se taisent. Seul l'Union européenne et le Conseil de l'Europe font des efforts. Si les négociations reprennent, si les colons se retirent, ce sera grâce à eux et en particulier à la France qui a toujours été plus loin et plus haut. Votre rôle est une garantie pour nous.

Pierre : quelle crédibilité réelle peut-on accorder à la Coalition pour la paix, dont on n'entend pas beaucoup parler ?

Pour la reconnaissance de l'AP et de deux états, nous comptons sur vous pour mobiliser l'opinion publique française. Notre point de vue historique est le suivant :
1 - Jusqu'au début du siècle, le seul lieu sûr, de protection pour les Juifs étaient bien les pays arabes : on vivait ensemble

2 - Après la Shoa, les pays occidentaux ont inventé « une façon de vivre en paix » en Palestine entre juifs et arabes.

Notre point de vue : Depuis 1947, les décisions de l'ONU : deux états, deux peuples divisent. (décisions 242 et 238 les plus célèbres). C'est une façon de résoudre le problème. Mais nous espérons vivre tout le monde ensemble.



Illustration : Destructons à Bethéem

Gérard : Les ONG ont des difficultés à faire passer le message. En France vit une importante communauté juive et une importante communauté arabe. Les extrémistes des deux cotés transportent en France la guerre d'ici. Des martyrs, des agressions contre synagogues ou organisations palestiniennes. Nous avons besoin de l'exemple d'ici, de vouloir vivre ensemble.

R : Le camp de la paix est représenté par Arafat et est assuré. Le camp de la Paix en Israël, il regarde ; il ne dit rien. Ainsi en France, l'extrémisme ne pourra être arrêté que si on arrête l'extrémisme contre le camp palestinien : contre l'humanité. Pour avoir la paix, il faut nous donner le droit de vivre comme tout le monde. Que le groupe de la Paix israélien soit plus efficace : qu'il vienne à la table des négociations

Avec des propositions pour les réfugiés. La résolution 191 de l'ONU est reçue négativement. Mais la poursuite des camps pour les palestiniens ne peut pas durer.

Nous voulons surtout la reconnaissance de notre identité, pour les Palestiniens ici et ceux dans les camps des autres pays. Avoir une carte d'identité, citoyen palestinien, la reconnaissance du préjudice causé, et la possibilité de vivre là où chacun choisira.

Adresse de Roland Nivet : nous sommes 28 pacifistes. Nous avons vu et nous témoignerons avec force que l'occupation et la violence contre le peuple palestinien doit cesser. C'est un premier pas pour une contribution à la Paix.

R d'un élu au parlement palestinien.

La Palestine est le seul pays occupé illégalement.

Selon Oslo en 1997, Gaza devait être libéré complètement et la Cisjordanie à 90%. Or, actuellement, l'occupation s'aggrave et on fait venir des juifs de France, d'Argentine, d'Afrique du Sud et de ?? Si votre mission, avec des extrémistes des deux camps, est difficile, ce n'est pas le pire.

Le plus difficile, c'est l'occupation : elle est manque de moralité, elle manque à la Shoah.

Vous avez lutté contre le nazisme, contre les intrus. Ils font pareil. Ils nous traitent pareil.

Nous ne sommes pas contre les Juifs. Ce n'est pas notre faute, si les Juifs ont pris cette terre.

Nous sommes pareils des victimes du nazisme.

La communauté internationale est faible de ne faire appliquer les résolutions de l'ONU. Il y a pourtant une base juridique.

Vous êtes devenus des frères. Merci de votre soutien.

Mais votre effort est limité à faire pression sur les USA, l'UE. Peut-être l'effet de cette action n'est pas encore mûre, puisque pour le moment, ils donnent le feu vert à Sharon « cow boy ».

NOTES /

Quelques chiffres qui nous ont été communiqués pour information : en 15 jours :

- 17 martyrs
- 47 blessés à l'hôpital
- 11 maisons de famille utilisées comme lieu militaire
- 600 maisons bombardées au total
- destruction du siège militaire
- 8 personnes civiles toujours arrêtées
- 700 personnes civiles arrêtées pendant 3 jours
- 200 canaris (porte-bonheur palestiniens) assassinés
- 11 maisons menacées (avec arme) pour donner à manger et à boire aux soldats israéliens

IMPRESSIONS PERSONNELLES

IMPRESSIONS DE VOYAGE de Donald Lecomte

Une semaine après le retour de la “ Terre Sainte ” dans le tumulte parisien, la mémoire commence son élagage, d'autant plus que les derniers événements brouillent un peu les pistes. Donc attention à ne pas analyser notre voyage au regard de ce qui s'est passé ensuite. Il n'était pas écrit qu'un attentat sanglant aurait lieu et que Sharon en profite pour appliquer son plan d'occupation de la Palestine. Sur ce voyage, plutôt qu'un résumé, je retiendrai quelques éléments qui m'ont plus marqués que d'autres.

I L'ignorance qui nourrit la haine :

J'ai été frappé de la méconnaissance des deux communautés, qui se mélangent très peu, même en Israël. La réflexion la plus entendue des deux côtés est révélatrice : “ Nous, nous voulons la paix. Eux, non ”.

Plusieurs Juifs ont avoué avoir peur de se rendre à Jérusalem-Est, même la jeune militante de Peace Now. Ne parlons pas, sûr, des Territoires. Les Israéliens ne connaissent absolument pas les conditions de vie des Palestiniens des Territoires occupés, ou ne le voient qu'à travers le prisme déformant de médias globalement favorables à la politique actuelle, qui désignent généralement les Palestiniens par terroristes (un article du Jerusalem Post parcouru à l'aéroport contenait au moins 20 fois le mot “ terrorist ” en 80 lignes). Presque tous les juifs que nous avons rencontré s'imaginent que les Palestiniens ne veulent qu'une chose : la destruction d'Israël.

De l'autre côté les Palestiniens pensent que les Israéliens sont tous derrière Sharon et veulent écraser le peuple palestinien.

Toute cette ignorance de l'autre nourrit une haine réciproque bien installée. Même si un accord était conclu, il faudra du temps et de l'énergie pour réduire cette haine.

II Un peuple humilié par une occupation :

Les check-points où l'on voit des gens qui ont l'air tout à fait normaux devoir subir des attentes énormes, sous la menace permanent d'armes de guerre, est un spectacle horrible. Un comble, nous Français, qui somme toute étions ici “ en touriste ”, pouvions

passer beaucoup plus facilement que les Palestiniens, qui doivent tenter de vivre.

Cette humiliation quotidienne s'ajoute à des milliers d'autres : l'état des routes palestiniennes comparé aux routes israéliennes, la différence d'entretien de la voirie entre Jérusalem-Ouest et Est, au sein même d'Israël, les mabulances bloquées aux check-points, les maisons éventrées, le peu de cas fait de la population civile palestinienne lors de représailles de Tsahal.

III La punition collective :

La stratégie de Sharon est la même que celle de toutes les armées, en tous temps : rendre au centuple les coups. Cette stratégie de terreur approuvée par certains (“ s'ils ne comprennent pas, il faut bombarder encore plus fort ” nous a soutenu un jeune juif le premier soir de shabbat). Est vouée à l'échec, selon moi. Les représailles, la torture, les exécutions sommaires n'ont pas empêché l'indépendance de l'Algérie. elles ont seulement fait monter la haine, qui a abouti à l'OAS, le putsch des généraux et l'exil d'un million de pieds-noirs. Il faut condamner toute punition collective dont l'effet est inverse de celui recherché.

IV Arafat en balance :

Si Yasser Arafat semble jouir encore d'une grande popularité au sein de son peuple, qui l'a élu, il n'en est pas de même chez les Israéliens, loin s'en faut. J'ai trouvé une haine d'Arafat chez beaucoup de juifs, qui affirment avoir été déçus par lui. Ils lui reprochent son attitude à Camp David, et ne voient pas les erreurs de Barak. Même chez nos amis de Peace Now, il y avait une critique voilée d'Arafat, qui ne leur semble pas le meilleur interlocuteur. Que ce soit vrai ou non, les Israéliens ont le sentiment d'avoir été trompés par Arafat, et ils ne lui pardonnent pas. (cf derniers événements).

V La paix est à portée de main :

Dans les deux camps, une force de paix existe. Sur la base de Camp David et de Taba, une partie des pacifistes des deux peuples se sont mis à peu près d'accord sur les points fondamentaux. Les majorités des deux populations sont épuisées de ce conflit cinquantenaire et semblent prêtes à accepter un plan de paix, s'il peut apporter la tranquillité. En outre, je suis convaincu, avec les membres de Peace Now et du Conseil palestinien pour la justice et la Paix que si la paix est conclue, ou que des avancées significatives ont lieu, l'état d'esprit des gens changera et le soutien apporté au Hamas et aux kamikazes faiblira. Pour cela, il faut soutenir le processus politique et faire cesser la délégitimation constante d'Arafat. Pour un grand nombre, cette paix passe par une séparation radicale des deux pays, au moins dans un premier temps. “ Nous avons besoin de la communauté internationale pour nous séparer ”, criait

Ran Cohen, député du Meretz, lors de la manif pour la paix devant la résidence de Sharon.

Retourner à la table des négociations et s'engager pour la paix demande un vrai courage politique. L'opinion israélienne et la communauté internationale pourront-ils faire plier Sharon ? Faudra-t-il de nouvelles élections pour enfin conclure une paix définitive ?

La balle est (surtout) dans le camp des israéliens et Palestiniens, des Américains et (un peu) des Européens.

Donald Lecomte

IMPRESSIONS PERSONNELLES de Vincent Pagano

Le fait de ne pas connaître ni parler l'anglais a été un handicap pour moisurtout pour les dialogues dans les rues avec la population ou les gens qui nous accueillait, ou à la manif de Peace Now. Donc quelques choses m'ont échappé. Pas trop heureusement dans les rencontres "officielles" grâce aux interprètes.

Je retiens cependant :

D'abord le bon travail de la délégation. En peu de temps nous avons rempli le contrat qui était de rencontrer les forces pacifistes des deux cotés pour échanger avec elles, comprendre leurs objectifs, leurs difficultés, leur apporter notre soutien. Elles nous ont bien renvoyé leur satisfaction. Bravo pour tous ceux et celles qui se sont démenés pour cela.

Ensuite , c'est le grand choc : voir, toucher du doigt jusqu'où peut aller l'oppression et l'humiliation du peuple palestinien. Il est empêché d'aller et venir chez lui, sur son territoire. Il voit détruire non seulement ses maisons, mais ce qui lui permet une vie collective (club de jeunes), les institutions qui répondent à ses besoins de santé (hôpitaux) ou de sécurité (QG de sa police), de formation (l'université de gestion de Bethlehem)... Et l'escalade de violences actuelles de la part de Tsahal manifeste bien une volonté de détruire ce peuple sinon physiquement, du moins politiquement, de faire qu'il n'ait plus aucun droit de cité dans le concert des nations ; ainsi il n'aura plus lieu de revendiquer une terre. Face à cette injustice, constater avec ceux qui veulent la paix dans la justice le "laisser faire" international. non pas le mutisme car les paroles et déclarations ne manquent pas, non pas le manque de résolutions ou de traités signés car ils sont là avec les "planning" de réalisation ; mais la non mise en oeuvre, effective, sur le terrain, du droit qui a été reconnu et institué ; et constater même plutôt la mise

en oeuvre du contraire de ce qui a été décidé (l'implantation des colonies qui s'est poursuivie). Comment ne pas ressentir l'exaspération extrême à laquelle le peuple palestinien est acculé ?

Constater la détermination et la ténacité "tranquilles" de tous ceux rencontrés - de part et d'autre - pour croire à la paix possible dans la justice ; pour s'organiser ; pour commencer à se rencontrer entre organisations en vue d'actions communes à partir d'analyses et d'objectifs convergents avec une opinion publique qui a besoin de retrouver une confiance dans sa capacité de faire pression. D'avoir été témoin de ce mouvement ne me permet plus de douter qu'un chemin de paix juste et durable peut être trouvé et pris, non sans problèmes certes, mais avec succès.

Enfin, la nécessité d'agir s'impose encore davantage. - en manifestant notre solidarité comme nous l'avons fait en nous rendant là-bas, en rencontrant les forces de paix des deux cotés sur leur terrain de lutte. - Avec l'opinion publique française, faire pression sur les gouvernants "pour - comme disait un de nos interlocuteurs - qu'une troisième force soit trouvée qui nous oblige à faire la paix". Dans ce sens, ce qui s'est passé au check point de Ramallah le dimanche 24 où nous nous rendions chez Yasser Arafat m'a paru d'un symbolisme très fort : les soldats nous ont finalement laissé passer à pied .et ont desserré l'étau en ouvrant le passage aux 200 ou 300 personnes qui attendaient de pouvoir rentrer chez elles à Ramallah et qui en marchant nous ont dit "*C'est grâce à vous que nous sommes passés !*"

IMPRESSIONS DE PIERRE FLAMENT

Avec mes "acquis" du précédent voyage, j'ai eu l'impression de pouvoir plus anticiper, comprendre, analyser la situation. D'avoir un certain recul sur la trop dure réalité dont nous étions témoins. Ce recul, il est la force, la culture du mouvement de la Paix. Tout au long de ce voyage et beaucoup plus que la dernière fois, j'ai senti la richesse de notre "culture commune". Nous avons en mouvement un regard qui nous fait chercher le chemin ou les chemins de la paix.

Ainsi, tout n'est pas blanc ou noir d'un côté comme de l'autre. Ce regard nous interdit de "tomber" dans le soutien inconditionnel -source de guerre - auquel pourtant tout ce qu'on a vu, vécu et entendu peut nous conduire et qui explique l'analyse et les choix de nombre de nos camarades militants -pro-palestiniens- en france.

Le positif de ce voyage est d'avoir recueilli les (ou des) différentes manières de vouloir la paix. Car, il n'y a pas une seule vérité - acceptable et acceptée par tous - il y a des solutions, des voix. Au delà de ce constat, cependant, il est très réjouissant de constater les convergences qui grandissent entre elles. Ainsi :

- l'arrêt de la violence
- le retrait des colonies
- la reconnaissance de deux états.

La solution à la difficile question des réfugiés elle aussi élabore son chemin. Au cours de ce voyage, nous avons entendu que le droit des palestiniens à une patrie (et un passeport palestinien) pouvaient peut être se concilier avec le droit à l'intégrité d'Israël. L'exercice du droit de retour peut et s'exercera sûrement autrement que par le retour physique dans une terre qui est maintenant lointaine.

Les chemins de la paix ne sont pas encore des chemins d'un vivre ensemble.

Ne pas rêver. Ce n'est pas l'amour de l'autre, de l'autre communauté qui guide globalement chaque communauté. Pour le moment, c'est plus la sécurité de chacun, l'arrêt de la violence. Dans l'immédiat cela aboutira dans le meilleur des cas à "chacun chez soi". On verra dans 50 ans dit Peace Now.

Avec ces clés, nous avons pu écouter les uns et les autres, les comprendre et accepter qu'ils cherchent à (nous) utiliser notre présence au service de leur solution, sans embrasser la cause de l'un contre celle de l'autre.

Aussi, j'ai beaucoup apprécié les rencontres suivantes : Monsieur Pietton, Neve Shalom / Walat-al-Salam, CPJP, Michel Sabbah, visites des camps et villes à Ramallah et Bethléem et bien sûr avec Yasser Arafat. J'ai vécu un moment de grande inquiétude au cours de notre rencontre avec le docteur et le gouverneur à Béthléem. La pertinence de notre soutien à la déclaration de la coalition semblait à vérifier, celle-ci n'ayant pas sur le terrain la consistance dont nous rêvions.

Justement, il ne faut pas rêver. La coalition est une sorte d'avant garde éclairée, qui trace des pistes - et qui a encore bien du mal à se rencontrer voire s'accepter ? (on n'a jamais pu les rencontrer si ce n'est tous ensemble, du moins représentatif des deux camps) C'est vrai qu'il leur a fallu aller en Afrique du Sud, être aidé à avoir du recul par l'Afrique du sud, pour se parler, déclarer en commun. pour le commun des palestiniens ou israéliens comme encore pour la plupart des militants de part et d'autre, cette coalition n'est pas encore un vécu. Il y a tant de conflit, voire tant de haine à dépasser....

Entendre les raisons des israéliens - même si ce ne sont pas celles qu'on voudrait entendre - admettre,

comprendre que des sionistes certes de gauche - ont leur raisons de vouloir la paix, c'est tout de même une démarche qui nous sort de nos lieux communs. Comme en novembre c'est la rencontre avec Peace Now qui m'a le plus marqué. Parce que je crois que là est sans doute la clé de la paix. Et que malgré les apparences – une organisation créée par des militaires - ce sont eux qui sont le plus proche de notre problématique en France. Comme nous, ils veulent accompagner à contre courant une opinion publique qui ne croit pas, ne voit pas les solutions à la paix. Ils sont "comme nous" considérer comme de doux rêveurs.

Et pourtant l'opinion publique veut la paix.

Avec la montée absurde de la violence et de l'arbitraire sous l'oeil quasi indifférent du monde - qui ne compte le plus souvent que sur ses seuls intérêts personnels - la justification de choisir son camp va revenir très fort sur le devant des propositions militantes. Malgré nos forces limitées, nos contradictions internes et externes, les critères et l'expérience du Mouvement de la Paix devraient trouver là terrain à débattre, convaincre.

CHOSSES VUES...

Bethléem et Beit Jala : un check-point le Dimanche 24 mars 2002

Blandine Chagnard

Le check point pour entrer dans Bethléem est moins dur que celui de Ramallah, mais tout aussi sous grande tension des deux cotés et avec toujours beaucoup d'humiliation pour les Palestiniens.

Avant d'être reçu officiellement par le « préfet » de Bethléem et deux « députés » de l'autorité palestinienne, il y a la volonté de nous faire visiter la ville de Bethléem et le camp de réfugiés de Beit Jala.



Illustration : Enfants palestiniens

Pour la visite nous sommes accompagnés par Hamina Odeh, journaliste et membre du GIPP (groupement international pour la protection des palestiniens) et par Hana Rishmawi, nutritionniste, membre du conseil palestinien pour la paix.

Nous arrivons devant l'hôtel Paradise, lieu de notre rendez-vous. Il a été bombardé, brûlé, on ne comprend pas très bien, si cet acte est récent et pour quoi ce rendez-vous ici.

Par contre on comprend que l'armée israélienne détruit les symboles de la technologie (comme avec les ordinateurs dans le camp de Ramallah) et de réussite économique, où comme c'est le cas ici de développement du tourisme. Il y avait beaucoup de pèlerins qui venaient à Bethléem, lieu de la naissance du Christ.

Visite de l'hôtel.

On nous explique que les soldats sont restés 10 jours dans l'hôtel, puis sont partis en brûlant tout au lance flamme. Cet hôtel avait 10 ans d'existence, il a été bombardé plusieurs fois. Depuis la deuxième Intifada, le dernier bombardement date d'octobre 2001, c'est celui là qui l'a détruit. L'armée l'a envahit et confisqué. L'armée a même utilisé les étages supérieur pour placer des snipers. Cela a été un danger permanent pour le camp de réfugiés qui est juste en face.

Il faut savoir que l'armée israélienne a des "milices" qui ont libre mouvement.

On voit les impacts de tirs qui ont été tirés depuis la colonie.

Puis nous allons vers l'université.

Sur cette hauteur de la ville, on voit au loin la colonie qui continue de s'agrandir (grue et immeuble en construction).

On nous dit que cette ligne de front est très importante car elle sépare les colonies de la ville de Bethléem.

Bâtiment neuf, l'université n'a pas eu le temps d'ouvrir ses cours, il y a eu des bombardements aériens et des tirs de canons depuis la colonie.

Pourquoi? Les palestiniens ne comprennent pas. L'université ne représentait aucun danger pour l'état d'Israël.

Puis nous allons dans la rue principale de Bethléem.

C'est avec émotion que notre guide nous explique que la semaine dernière cette rue était pleine de chars.

Dimanche dernier, tout d'un coup, les chars sont arrivés. Attaque surprise; la population a été terrorisée et il y a eu des réactions et dans cet échauffourée, il y a eu un mort, « juste là », en nous montrant l'escalier. Moment d'émotion. C'est dur, à chaque mort, à chaque fois qu'ils en parlent. Il n'y a pas d'habitude à la guerre.

Depuis le début nous avons vu des affichettes sur les murs et les magasins.

On nous appelle pour bien nous expliquer, car à leur yeux c'était très important ... :

Sur cette affichette un enfant tient une arme dans ses mains. On nous explique que c'est un montage, pour faire plus "valorisant", c'est un garçon.

Lui et tous les autres, filles et garçons que l'on voit sur beaucoup d'affichettes, sont leurs martyrs et,

insistent-ils nos martyrs ne sont en aucun cas les kamikazes des attentats suicides, ce ne sont que ceux tués par des militaires israéliens.

Lors de ce petit rassemblement que nous constituons dans cette rue, des passants venaient vers nous. Là j'ai vécu le deuxième acte de violence de la part de palestiniens : notre chauffeur avait depuis la vieille mis le badge du mouvement de la paix où le mot paix est écrit en français, en arabe et en hébreu, et là un palestinien l'a agressé en arabe et lui a arraché le badge.

Puis nous descendons la rue principale et nous passons devant l'hôpital de la Sainte Famille surplombée par la statue de la vierge vieille de 300 ans ; elle a été la cible délibérée des tirs israéliens. Et on sent vraiment que cela leur fait très mal le saccage des symboles forts chargés d'histoire. Pourquoi?, Pourquoi? Ce simple mot est revenu très souvent dans leurs propos, mot qu'ils laissent en suspend, sans apporter d'explications car n'en trouvant pas à nous donner.

Puis on nous allons vers une route un peu excentrée, plusieurs maisons sont détruites, devant le garage, il y a encore la voiture, toute cassée. Il y avait 5 familles qui vivaient là. C'est de la colonie de GILO en face qu'il y a eu les tirs (fusils et hélicoptères) qui ont tout détruit, obligeant les occupants à fuir.

Tout ce qui est proche de cette colonie est saccagée, est détruit, est bombardée, est vidée de la vie humaine palestinienne.

Pour entrer dans la colonie, les Israéliens ont construit une route avec pont, et tunnel sous la colline pour entrer dans la colonie qui surplombe la vallée, et seuls les israéliens ont le droit de l'emprunter. Leur colonie est super protégée. Et les maisons palestiniennes le long de cette route ont été détruites tout simplement car elles auraient pu représenter un danger pour les colons !

Nous continuons la visite dans le centre du camp.

Nous voyons des bâtiments détruits : ce sont la prison, le bâtiment de la police et juste à côté la clinique.

Cette attaque par des chars a eu lieu le 14 mars, en même temps que Sharon demandait à Arafat d'arrêter les coupables terroristes

On nous explique que c'est toute la perversité de Sharon, de paradoxalement détruire ce qui représente la légitimité et l'autorité d'Arafat et en même temps de lui demander d'arrêter les auteurs des attentats suicide.

Tout en marchant, nous leur posons la question des kamikazes.

Le docteur, calmement nous donne ce message « *malgré la violence « légitimée » exécutée par une armée officielle, nous ne sommes pas violent, est-ce notre faiblesse ? , de toute façons nous n'avons pas d'arme ! et la majorité du peuple palestinien ne veut pas de cette violence. Emotionnellement, on peut comprendre, mais ce n'est pas notre calcul. »*

Hamina, rajoute, passionnée : « *les destructions des bâtiments publics est systématique et délibérée...* »

Dans une autre partie du camp, nous discutons avec des palestiniens qui reconstruisent leur maisons qui vient d'être ravagée. Une autre maison est complètement détruite et les habitants ont dû aller ailleurs. Face à nous il y a un tank pointé sur les maisons et la population. Un homme nous montre, par un geste large les terrains à cet endroit : « *là, je cultivais des oliviers et aujourd'hui il y a ce tank. Si je m'approche pour récolter les olives, ils tirent immédiatement. Je ne peux plus travailler, comment je vais faire manger ma famille, les oliviers c'était mon gagne pain. »*

A Al Kadar, nous rencontrons et photographions de jeunes écolières, propres et pimpantes. La vie malgré tout continue.

Nous passons devant la maison où habitait l'enfant qui a été tué lors de la dernière agression des chars dans la rue principale, je n'ai plus le courage d'aller rencontrer sa mère, son père.

Cette visite a été très chargée émotionnellement, heureusement nous avons un débat de prévu pour comprendre et prendre le recul nécessaire.

Une fois de plus, je me dis que la solution est politique et que je ne dois pas me laisser envahir par l'émotionnel

Tenir bon sur les arguments politiques, sinon, rien n'est possible.

Blandine Chagnard

Kalandia, check-point entre Ramallah et Jérusalem. 24 mars

Béatrice Loigerot

Il fait nuit. Kalandia, dimanche 24 mars vers 19h30. Après la rencontre avec Yasser Arafat à Ramallah, nous devons rentrer sur Jérusalem. Les taxis palestiniens nous déposent à 800 mètres du barrage. Eux n'iront pas plus loin, ils n'en ont pas le droit.

A peine descendus des taxis, on entend une courte rafale de mitraillette. Stupeur. Qui tire, sur qui, pourquoi, que se passe t-il ?

Déjà ce matin, l'aller avait été incertain et mouvementé : le " chemin " emprunté la veille à travers champs était désormais comblé, pelleteuses et grue à proximité. Ça métonnait aussi, cette apparente facilité de contourner les check-points Il avait donc fallu essayer un deuxième poste-frontière, sans résultat, retourner à Kalandia, dans une cohue de

véhicules arrêtés, pour finalement apprendre qu'on peut passer mais à pied

Le vent s'est levé, il fait de plus en plus froid et de plus en plus noir. Passeports en main, on se dirige vers le poste frontière. Là se tient un soldat Israélien, lair aussi peu à l'aise que nous. Il faut de nouveau s'arrêter. Je suis parmi les derniers, mais je n'ose pas m'approcher pour en savoir plus. Qui peut prévoir sa réaction, la nuit, dans ce no man's land en plein vent, en pleine poussière, après ces coups de feu tout à l'heure...

Deux Palestiniens se joignent à nous, espérant en profiter pour passer côté israélien. On attend. Arrive une jeep, qui éclaire notre groupe de ses projecteurs. Deux soldats en descendent. Bruit métallique lorsqu'ils arment leur mitrailleuse, pointée dans notre direction. Ils s'approchent des derniers et interpellent les deux Palestiniens. Ça négocie, mais évidemment les Palestiniens sont obligés de faire demi-tour.

Ca y est, on a le droit d'avancer, deux par deux. Soudain nouvelle rafale de mitrailleuse. Tout le monde se fige, mais personne n'a le réflexe de se coucher : on n'est pas habitués.



Illustration : Le check-point de Kalandia, le jour.

Au bout d'un temps qui paraît très long, on passe tous les uns après les autres devant le soldat israélien, jeune, qui examine alternativement nos passeports, le contenu de nos sacs et nos visages, éclairés par une lampe torche. Et toujours braqués par les deux soldats Israéliens arrivés en jeep. On a tous pu passer, car on a tous des passeports français.

Contrairement à Eretz, le check-point entre le territoire israélien et la bande de Gaza, Kalandia n'est pas de passage réservé aux V.I.P (Very important persons) ou aux étrangers. Ici, pas de voie goudronnée, brillamment éclairée, avec bureaux et sanitaires, où sabriter et se rafraîchir en attendant le bon vouloir des militaires. Ici aussi les Palestiniens sont soumis au même arbitraire, mais au moins tous traversent dans les mêmes conditions. Pas de ségrégation entre Palestiniens, tous sont l'objet d'humiliation quotidienne.

Côté israélien du check-point, un Palestinien est debout, jambes écartées, mains sur la tête. Sa voiture, décapotable, est garée, tous feux allumés, quelques pas derrière lui. La rafale lui était sans doute destinée : sommations ?

Remontés dans les taxis de Jérusalem qui nous attendaient, on voit plus loin un second barrage. Plusieurs centaines de Palestiniens attendent, apparemment tranquillement. Difficile de savoir s'ils ont pu passer, tous ou seulement quelques-uns, et sur quels critères. Ce qui est sûr c'est que les soldats Israéliens sont mal à l'aise, ça pourrait déraiser très vite. Cela s'est déjà produit, avant notre séjour et encore plus après. Et ce qui est criant, c'est que les check-points favorisent les actes sadiques. Issus des accords d'Oslo, qui ont posé la base de deux Etats sur un même territoire, donc séparés par des frontières, ils permettent de fait aux Israéliens de surveiller ou d'interdire purement et simplement les déplacements des Palestiniens. Au quotidien devoir passer le check-point pour aller travailler ou étudier signifie perdre son emploi, ses études : on sait quand on part, on ne sait jamais quand on arrive, si toutefois on arrive entier.

On y échange entre autres amabilités des insultes, éventuellement des coups de feu. Et même lorsque il n'y a pas violence physique, s'y expriment les rapports de domination dans toute leur brutalité.

Sur le contrôle que nous avons subi à la sortie d'Israël.

Jean-Pierre COMBES

Ce contrôle n'est pas banal : tous nos bagages ont été fouillés en détail, et quelques-uns d'entre nous ont été fouillés à corps par palpation. C'est une procédure inhabituelle pratiquée sur ordre. En principe, fouiller sert à chercher quelque chose : avaient-ils donc quelque chose à chercher, et dans l'affirmative, quelle était cette chose ?

Certes, Israël est un pays en guerre et cela conditionne l'ensemble de la structure et du fonctionnement de son gouvernement et de tous ses services et administrations d'état.

Notre délégation, formée par le Mouvement de la Paix et ayant pour but de manifester aux pacifistes des deux côtés notre soutien, était pour cette raison même un objectif pour les services et institutions chargés du renseignement et de la sécurité d'Israël : il ne fait aucun doute, sauf peut-être pour les naïfs, que ces services ont suivi heure par heure depuis notre embarquement à Paris tous nos déplacements, tous nos faits et gestes : si nous savons bien ce que nous

avons fait depuis notre embarquement à Fans pour Tel-Aviv jusqu'à notre débarquement à notre retour, les services de renseignements Israéliens, qui sont au monde les plus efficaces, le savent aussi bien que nous : ils l'ont su au fur et à mesure de tout ce que nous faisons.

Donc, lorsque nous quittons ce pays, nos bagages ne contenaient rien dont Israël puisse nous faire reproche ; nous le savions bien, et les services de renseignement et de sécurité israéliens le savaient aussi bien que nous

Par conséquent, les agents qui ont exécuté cette fouille n'avaient rien à chercher. Le savaient-ils ?

Ce n'est pas sûr. Ce qui est certain, c'est que les officiers supérieurs qui leur ont donné cet ordre, eux, le savaient : leur but n'était donc pas de trouver quelque chose. Quel était ce but ? Ce pouvait être : -de nous humilier en nous démontrant que notre qualité d'étranger ne nous protège pas, et de nous intimider, c'est-à-dire de nous inciter à renoncer à notre effort de paix ;

-d'humilier et d'intimider tous ceux que nous avons rencontrés, aussi bien en Israël que dans les territoires palestiniens occupés, en leur montrant que leurs amis étrangers eux-même ne sont pas à l'abri : -d'étendre à notre délégation, l'accusation de terrorisme lancée par le gouvernement israélien contre tous ceux qui lui résistent, quel que soit le moyen de leur résistance, et en particulier contre l'autorité palestinienne que nous avons rencontrée.

Nous accuser de terrorisme peut paraître ridicule, mais de donner l'ordre de nous fouiller en détail est dans la logique politique d'un pays en guerre : au regard d'une telle politique, la «impie affirmation de notre pacifisme nous marque comme dangereux : en l'occurrence, on se prépare de cette manière à tenter de retourner notre témoignage afin soit de le vider de toute signification, soit même de s'en servir pour poursuivre la guerre. Le fait est que nous avons été surpris, scandalisés et que certains d'entre nous ont été blessés par cette fouille totale. Mais les agents qui l'ont exécutée ne semblent pas en cause : à ce que j'ai vu, et à ce que d'autres délégués m'ont dit, ils ne manifestaient ni haine, ni grossièreté, ni agressivité à notre égard ; certains même ont su nous témoigner discrètement assez de sympathie pour nous laisser deviner qu'ils n'aimaient pas exécuter l'ordre qu'ils venaient de recevoir.

Quant à nous, nous nous sommes assignés à nous-même la tâche de contribuer concrètement à ce que les hommes en guerre fassent la paix ; de faire ce qui dépend de nous pour que les peuples concernés parviennent à mettre fin à tous les processus, à mettre à la raison toutes les forces qui les jettent les uns contre les autres, ou qui lancent les uns à l'assaut des

autres en des conflits sanglants. C'est ce que nous avons fait en Israël et dans les territoires palestiniens occupés ; cela ne pouvait pas inquiéter un pays démocratique engagé dans une guerre à laquelle le peuple aurait conscience de devoir mettre véritablement fin,

Mais c'est à notre tâche que ceux qui ont donné l'ordre de nous fouiller totalement veulent mettre fin : cela suffit à caractériser la politique qu'ils exécutent : elle a la guerre comme moyen principal si ce n'est essentiel, parce que le droit lui manque ; pour cette raison, elle s'efforce de briser toute communication entre les femmes et les hommes grâce à laquelle ils pourraient résoudre le conflit sans recourir à la force, ou en cessant de le faire. Au fond, le gouvernement d'Israël nous adressait au moyen de cette fouille le message : *Taisez-vous. je ferai la guerre jusqu'à ce que j'aie atteint les objectifs que je me suis fixés !*

Mais notre tâche est plus haute, plus grande que tout ce que les gouvernements et les administrations militaires peuvent faire contre ceux qui l'assument. Que l'un d'entre nous faiblisse et renonce, il ne le fait pas sans dire pourquoi, ni sans passer le relais de son effort à quelques nouveaux partisans de la paix : rien de ce que peuvent faire ces administrateurs de la guerre ne peut atteindre durablement le mouvement des femmes et des hommes qui ont pris, prennent et prendront le parti de faire la paix, concrètement et véritablement.

Mais l'acte commis contre nous par l'Institution militaire de la sécurité d'Israël pose encore d'autres questions :

-d'abord, cet acte n'est-il pas indigne des nombreux citoyens d'Israël qui aspirent à faire de leur pays une démocratie véritable ?

-ensuite, commis sur un ordre donné en exécution de la politique conduite par le gouvernement qui dispose de la plus formidable armée jamais mise sur pied au proche-orient, cet acte n'est-il pas une manifestation de petitesse ?

-enfin, le fait que cette politique se présente elle-même comme la défense, l'illustration et la réalisation de toute la tradition trois fois millénaire du peuple Juif nous oblige à prendre en considération aussi tout ce que les Juifs ont apporté à la culture des pays dans lesquels ils vivaient, même malgré et même contre les pires persécutions qu'ils subissaient depuis leur dispersion et que certains subissent encore Jusqu'à ce jour : face à cet apport, l'acte commis contre nous ne déshonore-t-il pas la politique en exécution de laquelle il a été ordonné ?

Annexes

La déclaration de la Campagne populaire Israélo-Palestinienne pour la paix:

"La chaîne humaine"

Le 28 décembre 2001 la Campagne populaire Israélo-Palestinienne pour la paix (IPPPC) s'est réunie pour la première fois à Jérusalem et a présenté le document : "Le temps de la paix". Depuis ce jour, nous avons travaillé ensemble pour préparer et développer la Campagne et nous lançons maintenant notre deuxième grande initiative: "la chaîne humaine".

Juin 2002 marque la 35ème année de l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza. En juin 2002, les colonies de peuplement israéliennes dans les Territoires palestiniens continuent de s'étendre pour tenter de rendre irréversible la présence et l'occupation.

En juin 2002 le processus de paix reste paralysé.

Au regard de la situation tragique de violences, de bouclages, de destructions, de souffrance et de peur qui affecte les deux peuples israélien et palestinien, le temps est venu pour tous ceux qui croient en la paix et en la justice de se rejoindre dans des actions populaires pour la paix.

La Campagne populaire israélo-palestinienne pour la paix déclare que dans les deux peuples une majorité de citoyens croient en la possibilité de faire la paix sur la base de la fin de l'occupation, deux Etats pour deux peuples, et Jérusalem double capitale des deux Etats.

En dépit de l'extrême difficulté de la situation au moment présent, des israéliens et des palestiniens sont néanmoins prêts à joindre leur mains parce que nous croyons que nous sommes les alliés les uns des autres pour faire la paix.

C'est la raison pour laquelle la Campagne populaire israélo-palestinienne pour la paix appelle les deux peuples à se rejoindre avec leurs soutiens internationaux les 28 et 29 juin pour une manifestation pacifique pour la cause de la paix. Des chaînes humaines seront formées en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem symbolisant les liens entre les forces de paix israéliennes et palestiniennes, pour protester contre le siège des villes qui perdure, les bouclages des villes et des villages des Territoires occupés et montrer notre conviction que la non-violence pave le chemin pour construire une nouvelle ère de paix fondée sur la liberté, l'égalité, la souveraineté et la dignité.

Site internet : <http://www.peoples-peace-campaign.org>
